

Consultation publique de l'Arcep sur le bilan du cycle en cours et les perspectives pour le prochain cycle d'analyse des marchés

Covage salue tout d'abord le travail de l'Arcep pour son bilan des marchés de gros et de détail du haut et du très haut débit et note le bilan contrasté qui est le sien sur l'état de la concurrence entre les marchés résidentiel et entreprise. Concernant le marché entreprise, Covage souligne l'apport des réseaux d'initiative publique (RIP) neutres et ouverts en matière de concurrence et de diversité des offres de gros, dans la mesure où les RIP représentent 50% des liens en fibre optique vendus sur le marché de gros pour les entreprises, alors qu'ils ne sont pourtant disponibles que pour une minorité d'entre elles. Ces résultats positifs montrent la pertinence du modèle d'opérateur d'infrastructure uniquement de gros proposé par Covage, gage d'une meilleure adéquation des offres avec les besoins des opérateurs de services, et de non-discrimination entre les opérateurs commerciaux présents sur ses réseaux, qu'ils soient FAI alternatifs ou opérateurs commerciaux d'envergure nationale (OCEN).

Le bilan des marchés du haut et du très haut débit est aussi l'opportunité pour l'Arcep d'initier le processus de revue des décisions d'analyse de marchés s'appliquant à Orange pour la période de 2021 à 2023, voire 2025 et d'étudier les enjeux communs à tous les opérateurs d'infrastructure dans le cadre de la régulation symétrique applicable aux réseaux FttH.

Covage analyse que le cadre symétrique qui s'applique depuis 2015 pour la mutualisation et la commercialisation des réseaux FttH reste adapté dans la période actuelle de déploiement massif de ces réseaux et de venue simultanée des opérateurs nationaux en zone moins dense, en particulier sur les RIP. En effet, Covage a su d'une part, faire évoluer son organisation interne afin de répondre aux problématiques posées par la venue des OCEN sur ses réseaux déjà en service et d'autre part, renforcer les interactions au sein du groupe Interop'Fibre afin d'adapter les protocoles d'échanges entre opérateurs d'infrastructure et opérateurs commerciaux aux besoins futurs. Il semble donc prématuré d'envisager de nouvelles obligations symétriques alors que les offres de gros à destination des entreprises sont émergentes sur les réseaux FttH et que leur montée en puissance et disponibilité sur l'ensemble du territoire va nécessiter l'adaptation des modalités opérationnelles au cours des prochaines années.

En outre, Covage insiste sur la nécessaire coexistence sur le long terme des réseaux en fibre optique dédiée (BLOD) et mutualisée (BLOM) afin de répondre à la totalité des besoins des entreprises actuels et futurs.

Concernant la tarification des réseaux FttH, Covage soulève dans sa contribution la problématique d'inadaptation du tarif du cofinancement en zone moins dense (hors zone AMII), dans un contexte du marché qui a fortement évolué ces dernières années, avec un renchérissement des coûts de construction et d'exploitation pour les opérateurs d'infrastructure et une baisse du risque pour les opérateurs commerciaux. Covage invite l'Arcep à initier des travaux en la matière, au-delà des aspects relatifs au raccordement client final.

Enfin, Covage partage la préoccupation de l'Arcep de la nécessaire préparation des acteurs à la migration massive des abonnés du cuivre vers la fibre qui va s'initier au cours du prochain cycle de marché, en renforçant le statut de zone fibrée. La complétude étant un facteur clé de cette évolution, Covage est prêt à contribuer à la couverture plus rapide de certaines zones en carence, notamment en zone très dense, en cohérence avec les opérateurs commerciaux et avec l'appui des pouvoirs publics. La complétude est également étroitement liée au devenir du génie civil d'Orange, en tant que support essentiel des câbles en fibre optique ; ainsi, les modalités opérationnelles et économiques de son entretien et de son extension devront être précisées dans la perspective de l'évolution du service universel et du rôle croissant des opérateurs d'infrastructure en tant que porteurs du nouveau réseau de référence FttH.

Table des matières

SITUATION SUR LES MARCHÉS DE DÉTAIL ET DE GROS DU HAUT ET DU TRÈS HAUT DÉBIT FIXE	3
PARTIE I – Situation sur les différents segments du marché de détail HD/THD	3
PARTIE II – Situation sur les différents segments du marché de gros HD/THD	4
ENJEUX POUR LE PROCHAIN CYCLE DE RÉGULATION	5
FICHES THEMATIQUES.....	6
A. Fiches CUIVRE GÉNÉRALISTE.....	6
Fiche A.1. Assurer le maintien d’une qualité de service satisfaisante sur la boucle locale cuivre	6
Fiche A.2. Préparer une fermeture du réseau cuivre	6
Fiche A.3. Tarifs de l’accès à la boucle locale cuivre	12
B. Fiches FIBRE GÉNÉRALISTE.....	14
Fiche B.1. Renforcement des garanties de non-discrimination opérationnelle et technique dans les processus FttH	14
Fiche B.2. Renforcement des garanties de non-discrimination dans la livraison des composantes de l’accès et des ressources associées	14
Fiche B.3. Qualité de service et résilience des réseaux FttH en exploitation	16
Fiche B.4. Accueil sur les réseaux FttH d’une gamme large d’usages.....	18
Fiche B.5. Complétude des déploiements en zones très denses et problématiques spécifiques de mutualisation..	19
Fiche B.6. Disponibilité de la fibre dans les zones moins denses	21
Fiche B.7. Comptabilité des coûts des réseaux en fibre optique jusqu’à l’abonné	22
Fiche B.8. Situation générale de la fibre	23
Fiche B.9. Les infrastructures d’accueil pour le déploiement de la fibre.....	25
C. Fiches PROFESSIONNELS & ENTREPRISES.....	28
Fiche C1. Poursuivre le développement d’un marché de gros activé sur le FttH pour les professionnels et les entreprises	28
Fiche C3. Généraliser les offres de gros passives avec qualité de service renforcée sur tous les réseaux FttH	29
Fiche C6. Évolution de la régulation des offres de haute qualité sur support fibre	31

SITUATION SUR LES MARCHÉS DE DÉTAIL ET DE GROS DU HAUT ET DU TRÈS HAUT DÉBIT FIXE

PARTIE I – Situation sur les différents segments du marché de détail HD/THD

Question S.1

Quelle est votre appréciation de l'évolution de la demande des entreprises concernant les accès redondés et les implications éventuelles sur la demande en garanties de temps de rétablissement que vous identifiez ?

Covage dispose d'une longue expérience des réseaux de boucle locale dédiée (BLOD) en fibre optique conçus pour répondre aux besoins des entreprises et des administrations, initialement dans le cadre de réseaux d'initiative publique de première génération. Actuellement, les réseaux opérés par Covage représentent [...] % du marché avec [...] entreprises adressables, dont [...] entreprises de plus de 6 salariés. Parmi elles, [...] entreprises sont raccordées, dont [...] % des entreprises de plus de 6 salariés. Covage propose une large gamme de services à destination de ses clients opérateurs commerciaux, qu'il s'agisse d'offres passives de fibre noire ou d'offres activées et de collecte locale ou nationale, avec trois gammes de services (« *starter* » FttH Pro, « *medium* » Bande Passante Entreprise Access et « *premium* » Bande Passante Entreprise).

Au-delà des débits qui s'uniformisent entre les offres FttH grand public ou pro sur réseaux mutualisés en fibre optique (BLOM) et les offres point-à-point FttO sur réseaux dédiés en fibre optique (BLOD) et qui restent garantis dans le cadre des offres point-à-point, ce sont les sujets de qualité de service, de sécurisation des liens et de temps de rétablissement du service en cas de panne ou de coupure qui priment pour les entreprises. Une récente étude menée par Covage avec l'IFOP auprès de 800 entreprises, disponible sur son site internet, montre que ce sont bien ces dimensions d'offres qui permettent de justifier les tarifs « *premium* » associés aux offres point-à-point.

L'émergence d'un marché des petites entreprises dont les besoins pourraient se limiter à des offres FttH grand public ou pro n'exclut absolument pas celui des entreprises de taille plus importante pour lesquelles les sujets de qualité de service demeurent cruciaux pour leurs systèmes SI et télécom. Sur ce segment, les demandes en matière de liens redondés qui permettent de s'affranchir de tout ou partie des problèmes de qualité de service (en particulier de coupure) se renforcent de manière très sensible. Pour autant, la capacité des opérateurs d'infrastructure à fournir ce type de liens redondés reste techniquement limitée, selon les différentes architectures des réseaux optiques. Les niveaux de GTR à opérer par les opérateurs demeurent donc inchangés avec l'émergence de ce type de solution. Covage observe aussi une pénétration continue sur ses réseaux des offres avec des débits supérieurs à 100 Mbps, associées à des GTR 4 heures ouvrées, avec option 7J/7 ; les options de sécurisation des liens entreprises et de collecte ou encore des modalités permettant des délais de raccordements optimisés permettent de répondre à ces besoins.

Question S.2

Quelle est votre perception de l'importance de cette pratique sur le marché et de sa dynamique ?

Covage anticipe que [...] % du marché des entreprises utilisant des offres fibre point-à-point pourrait se tourner vers des offres de redondance de liens à court et moyen terme. La demande concernant les accès redondés va se renforcer grâce à la baisse régulière des frais d'accès au réseau, rendue possible par une meilleure capillarité de nos réseaux BLOD ; ainsi Covage a étendu son marché adressable sur [...] nouvelles zones d'activités au cours du premier semestre 2019, représentant plus de [...] nouvelles entreprises adressables. Covage ambitionne environ [...] nouvelles activations en 2019.

Question S.4

Quelles évolutions de la régulation seraient susceptibles, selon vous, de contribuer à diminuer les barrières existantes au changement d'opérateur ?

Covage salue l'action de l'Arcep pour accompagner la transformation numérique des entreprises, avec la mise à jour du guide pratique pour bien choisir son offre et le rappel des bonnes pratiques en matière de transparence contractuelle et de changement d'opérateur commercial.

Covage suggère que l'Arcep complète ces informations avec un annuaire des acteurs selon le type d'offres proposées. Par ailleurs, son outil cartographique www.cartefibre.arcep.fr, également disponible en *open data*, pourrait permettre d'identifier les supports technologiques disponibles à l'adresse pour les locaux à usage professionnel, avec une visibilité sur les opérateurs d'infrastructure concernés (BLOD et BLOM). Covage est disposée à collaborer avec l'Arcep afin d'identifier les données d'éligibilité spécifiques aux offres entreprises qu'elle propose sur ses réseaux.

PARTIE II – Situation sur les différents segments du marché de gros HD/THD

Question S.5

Quelle appréciation avez-vous des écarts de mutualisation observés entre les zones ? Quelles évolutions anticipez-vous en matière de mutualisation des réseaux FttH pour le prochain cycle de marché ?

Covage partage l'analyse de l'Arcep concernant les causes d'une moindre mutualisation des réseaux FttH en zone d'initiative publique, où l'on observe un recours plus fréquent aux offres de location à la ligne. Pour Covage, ceci est le reflet d'un choix plus tardif des opérateurs commerciaux pour venir sur ces réseaux et de leurs contraintes financières dans un contexte de déploiement et de migration accélérés vers la fibre optique. Ainsi, Covage a mis en place des offres locatives de bout en bout (NRO-PTO) en zone RIP et privée pour répondre aux besoins de flexibilité des principaux acteurs du marché ; Covage considère que ce modèle reste pertinent pour le prochain cycle de marché.

ENJEUX POUR LE PROCHAIN CYCLE DE RÉGULATION

Question E.1

Avez-vous des observations sur les enjeux tels qu'identifiés par l'Autorité pour le prochain cycle d'analyse des marchés fixes, concernant les marchés et segments généralistes ?

Sur le segment généraliste, Covage confirme que tous les opérateurs nationaux ont engagé leur venue massive sur l'ensemble de ses réseaux FttH, venant renforcer la concurrence des offres disponibles. Covage souhaite rappeler que les premiers usagers de ses réseaux, opérateurs FAI alternatifs, ont largement accompagné le grand public dans son apprentissage de la fibre optique et permis le lancement de la commercialisation sur les RIP, grâce à leur réactivité au plus près des territoires.

Le rôle particulier de Covage, en tant qu'opérateur d'infrastructure fibre optique uniquement de gros, est fondamental pour permettre l'accès à une offre de services diversifiée, riche et compétitive, permettant de remplacer à terme les offres disponibles sur le réseau de cuivre et garantir la non-discrimination entre opérateurs. Covage est convaincue depuis sa création que la technologie en fibre optique et la diversité des offres de gros disponibles, adaptées aux besoins de ses clients opérateurs permettent d'envisager une pénétration accrue sur ses réseaux ces prochaines années.

Question E.2

Avez-vous des observations sur les enjeux tels qu'identifiés par l'Autorité pour le prochain cycle d'analyse des marchés fixes, concernant les marchés et segments entreprises ?

Covage note le bilan contrasté formulé par l'Arcep de l'état de la concurrence entre les marchés résidentiel et entreprise. Concernant le marché entreprise, Covage souligne l'apport des réseaux d'initiative publique (RIP) neutres et ouverts en matière de concurrence et de diversité des offres de gros, dans la mesure où les RIP représentent 50% des liens en fibre optique vendus sur le marché de gros pour les entreprises, alors qu'ils ne sont pourtant disponibles que pour une minorité d'entreprises. Ces résultats positifs montrent la pertinence du modèle d'opérateur d'infrastructure uniquement de gros, proposé par Covage, gage d'une meilleure adéquation des offres avec les besoins des opérateurs de services et de non-discrimination entre les opérateurs commerciaux présents sur ses réseaux, qu'ils soient FAI alternatifs ou OCEN.

Covage considère que ce modèle reste particulièrement adapté à l'étape de montée en puissance de la commercialisation qui va s'opérer lors du prochain cycle de marché.

FICHES THEMATIQUES

A. Fiches CUIVRE GÉNÉRALISTE

Fiche A.1. Assurer le maintien d'une qualité de service satisfaisante sur la boucle locale cuivre

Question A.1-1

Avez-vous des observations sur l'analyse de l'Arcep concernant la situation sur le réseau de boucle locale de cuivre, et en particulier sur la nécessité du maintien d'une qualité de service adéquate sur le réseau cuivre dans un contexte de baisse du nombre d'accès et de migration vers les réseaux en fibre optique ?

Covage considère qu'il est nécessaire de maintenir une qualité de service adéquate et homogène sur le réseau de cuivre, dans la mesure où le déploiement des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné va se poursuivre lors du prochain cycle de marché avec une migration progressive des abonnés vers les réseaux FttH. Il pourrait être dangereux de créer différents niveaux de qualité de service sur le cuivre selon les zones géographiques, au risque de pénaliser les abonnés qui ne disposent pas à moyen terme de solution alternative en bon ou très bon débit.

Question A.1-3

Pensez-vous qu'il soit pertinent que les seuils chiffrés de qualité de service évoqués en questions précédentes ne s'appliquent pas pour les lignes ou dans les zones concernées par une fermeture commerciale ?

Covage trouve qu'il ne faut pas que la qualité de service du cuivre soit dégradée dans les zones concernées par une fermeture commerciale, y compris lorsque le réseau mutualisé FttH est suffisamment déployé et mature. En effet, l'incitation à changer de technologie ne repose pas sur une dégradation de l'offre existante sur le cuivre mais bien sur les avantages offerts par la nouvelle technologie en fibre optique en termes de performance de débit et de nouveaux usages qu'elle apporte de façon pérenne.

Question A.1-4

Pensez-vous qu'il soit pertinent que les indicateurs mentionnés en question A.1-2 soient observés et restitués sur une maille géographique infranationale ? Le cas échéant, pour quelles raisons et quelle serait la maille géographique idoine à retenir ?

Covage juge qu'il n'est pas souhaitable de complexifier les mécanismes de supervision des indicateurs de qualité de service liés au cuivre, mais plutôt d'engager lors du prochain cycle de marché les discussions avec les opérateurs présents sur les réseaux en fibre optique sur les indicateurs de suivi de l'architecture de référence à terme qu'est la fibre optique mutualisée.

Question A.1-5

Des seuils chiffrés de qualité de service concernant l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès imposée à Orange évoqués en question A.1-2 devraient-ils, selon vous, également être précisés à une maille infranationale ? Le cas échéant, pour quelles raisons et quelle serait cette maille géographique ?

Covage estime qu'il n'est pas souhaitable de modifier l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès imposée à Orange à une maille infranationale, afin de veiller à l'égalité de traitement entre les territoires.

Fiche A.2. Préparer une fermeture du réseau cuivre

Question A.2-1

Avez-vous des observations sur l'analyse de l'Autorité quant à l'opportunité d'un ajustement des obligations associées à l'accès au réseau de boucle locale de cuivre d'Orange dans un contexte de transition déjà engagée entre

les réseaux cuivre et fibre optique ?

Lors du prochain cycle de marchés, il est attendu que la fibre soit suffisamment déployée et mature sur plusieurs réseaux FttH pour devenir l'infrastructure de référence ; à ce titre il est important d'accompagner les opérateurs commerciaux dans la bascule de leurs abonnés du cuivre vers la fibre.

Covage observe que le moment est propice pour mettre en place certaines propositions du rapport Champsaur sur la transition du cuivre vers la fibre, à l'origine du statut de zone fibrée, avec l'ajustement de certaines obligations associées à la tarification de l'accès au réseau de boucle locale de cuivre d'Orange.

Question A.2-4

Quelles sont vos observations sur ces différents scénarios envisagés, pour ajuster les obligations associées à l'accès au réseau de boucle locale de cuivre d'Orange à l'horizon du prochain cycle d'analyse de marché ?

Covage considère qu'un assouplissement de l'obligation tarifaire pourrait être mis en place afin d'inciter à la mise en œuvre effective du statut de zone fibrée, en tant qu'opportunité d'accélérer la bascule du cuivre vers la fibre.

Le signal économique envoyé aux opérateurs commerciaux sur les zones fibrées pourrait se traduire par la hausse progressive du tarif du dégroupage dans un délai compatible avec la migration massive de leurs parcs d'abonnés du cuivre vers la fibre, en cohérence avec le dimensionnement des équipes de raccordement sur le terrain.

Question A.2-5

Quel est votre avis sur l'opportunité d'une modulation géographique des tarifs de la paire de cuivre à partir de 2021 et, en particulier sur :

- la pertinence du maintien ou non d'une obligation d'orientation vers les coûts sur l'ensemble du territoire national, dès lors qu'un réseau en fibre optique ouvert jusqu'à l'abonné est déployé sur une partie de ce territoire ;
- l'utilité d'incitations au déploiement ou à la migration vers le FttH et, pour ce faire, la pertinence du zonage du remède de contrôle des tarifs d'accès à la boucle locale cuivre ?

Covage propose que l'obtention du statut de zone fibrée soit le déclencheur d'une modulation géographique des tarifs de la paire de cuivre à partir de 2021, dans un délai à définir par l'Arcep, suivant l'obtention du statut de zone fibrée.

Question A.2-7

Quels pourraient être, selon vous, les ajustements de l'obligation d'accès au réseau cuivre et pour quelles raisons ? (En tenant compte le cas échéant de l'implication de cet ajustement sur les autres mesures)

Dans les territoires où le statut de zone fibrée est attribué, Covage apprécie que l'Arcep étudie l'opportunité de lever l'obligation d'accès dans un délai raisonnable, afin d'accélérer la bascule des clients finaux du cuivre vers la fibre. Néanmoins le mécanisme d'attribution du statut de zone fibrée, à la maille communale, semble peu compatible avec la mise en œuvre des programmes de fermeture commerciale et technique du réseau de cuivre par plaque de NRA et SR, dont l'organisation est de la responsabilité d'Orange.

Il semble néanmoins important qu'à l'avenir, l'Arcep supervise étroitement que la fermeture commerciale (et éventuellement technique) du réseau cuivre ne privilégie pas les réseaux FttH ayant obtenu le statut de zone fibrée et dont Orange serait l'opérateur d'infrastructure. Le rétroplanning de fermeture commerciale du cuivre doit être partagé avec l'ensemble des opérateurs pour une plus grande visibilité par les opérateurs d'infrastructure, avec une visibilité à la commune, dans la mesure où il s'agit de la maille minimale retenue par l'Arcep dans l'élaboration du statut de zone fibrée.

Question A.2-9

Quels seraient, selon vous, les critères pertinents qui devraient être remplis préalablement à tout ajustement des obligations imposées à Orange sur l'accès à son réseau cuivre ? Veuillez préciser ces critères et les seuils associés

pour chacun des scénarios d'ajustement qui seraient envisagés (i.e. portant uniquement sur l'obligation d'accès, ou uniquement sur le contrôle tarifaire, ou sur les deux à la fois). Vous pourrez en particulier indiquer :

- si fixer un seuil minimal de couverture physique semblerait adapté pour s'assurer de la complétude des déploiements, et le niveau qui vous semblerait pertinent ;

L'obtention du statut de zone fibrée signifie que le réseau FttH est suffisamment avancé pour permettre la bascule effective de tous les accès cuivre. Concernant le critère de complétude, Covage apprécie que le seuil minimal de couverture des logements et locaux à usage professionnel pourrait être de 90%, dans la mesure où le statut prévoit l'engagement de l'opérateur d'infrastructure à fibrer tout nouveau local dans un délai maximum de six mois, sous réserve de la disponibilité de personnel de raccordement qualifié et en nombre suffisant.

- quel catalogue d'offre minimal sur l'infrastructure alternative paraîtrait constituer une exigence pertinente ;

Le statut de zone fibrée prévoit la disponibilité d'offres de gros avec et sans qualité de service renforcée afin de permettre la migration des entreprises du cuivre sur la fibre. Covage considère qu'il s'agit de l'offre de services minimale à proposer.

- si, pour s'assurer du caractère opérationnel du réseau, il paraît pertinent (i) d'utiliser un critère de taux de pénétration (et, le cas échéant, le niveau minimal qui vous semblerait adapté) et/ou (ii) d'obliger l'opérateur d'infrastructure à publier des indicateurs de qualité de service éventuellement associés pour certains à des seuils à atteindre (le cas échéant, ces éléments devront être détaillés) ;

Le statut de zone fibrée présente un intérêt particulier dans la phase d'amorçage des réseaux durant laquelle le taux de pénétration reste limité. Covage juge donc que le taux de pénétration minimal n'est pas représentatif et propose que le caractère opérationnel soit plutôt jugé sur la base du nombre d'opérateurs commerciaux présents sur le réseau et adressant les clients grand public et entreprise, gage de disponibilité d'offres de gros adaptées aux besoins des opérateurs usagers, en termes techniques et tarifaires. La publication d'indicateurs de qualité de service semble quant à elle prématurée à l'horizon du prochain cycle de marché. Covage propose que des travaux multilatéraux soient engagés par l'Arcep en la matière, avec une première étape incontournable de définition des indicateurs pertinents, pour leur transmission et suivi par l'Arcep. Avant d'envisager toute publication par les opérateurs, Covage rappelle la complexité d'une telle mise en place à moyenne échéance, pour des raisons de comparabilité entre les opérateurs, d'efficacité et de coûts raisonnables.

- s'il vous semble nécessaire que soit établie, préalablement à l'ajustement de l'obligation d'accès à la boucle locale cuivre, une correspondance suffisamment exacte entre les bases d'identification cuivre et fibre pour l'établissement et la qualification des commandes d'accès ;

Covage rappelle tout d'abord, qu'ayant fait le choix depuis sa création d'un positionnement uniquement en tant qu'opérateur infrastructure en fibre optique, elle n'utilise pas la base d'identification utilisée sur le réseau de cuivre. Par ailleurs, les travaux du groupe Adresse Interop'Fibre sur l'éligibilité des réseaux FttH ont montré que l'éligibilité des adresses basée sur une telle correspondance ne fonctionne pas dans les cas complexes.

Covage souhaite qu'une ou plusieurs solutions adaptées à la fibre soient validées dans le cadre des travaux menés par l'Arcep. A court terme, l'exploitation de certaines données du réseau FttH (fichier IPE) par les opérateurs commerciaux pourrait faciliter l'éligibilité des locaux sans adresse (coordonnées X/Y de l'immeuble et/ou identifiant bâtiment), dans l'attente du référencement des voies non numérotées par les pouvoirs publics (base Mediapost), en l'absence d'une Base d'Adresse Nationale publique et pérenne, malgré l'impulsion donnée par le législateur dans la loi ELAN.

A plus long terme, Covage considère qu'il serait pertinent d'utiliser les outils disponibles sur les réseaux fixes, tels que les mécanismes de Relevé d'Identité Opérateur (RIO) et de Service d'Identification de l'Accès au Numéro (SIAN), afin que les clients finaux puissent communiquer les informations relatives à leur accès fibre au moment du changement d'opérateur commercial.

En conclusion, il n'est pas souhaitable d'utiliser la base du cuivre comme clé de correspondance avec la fibre ; la recherche de solutions pérennes adaptées à cette dernière semble plus efficace sur le long terme.

Question A.2-10

Ces critères constitueraient un seuil défini par l'Arcep à partir duquel Orange pourrait mettre en œuvre des « mesures » spécifiques, par exemple un tarif différent ou une fermeture commerciale des accès. Quel devrait être, selon vous, le lien entre ce seuil et l'application des « mesures » :

- Orange devrait-il garder une certaine latitude de décider de mettre ou non en œuvre ces mesures, à la fois globalement, mais également localement au cas par cas, dans le respect de ce seuil ?

Covage considère que dès lors que ce statut est attribué par l'Arcep, Orange devrait mettre en œuvre les mesures envisagées sur les réseaux concernés par ce statut de façon homogène et globale, en ce qui concerne les modalités tarifaires de l'accès.

- Orange devrait-il, s'il souhaite mettre en œuvre ces mesures, définir et expliciter sa propre règle de mise en œuvre, respectant le seuil défini par l'Arcep, et ensuite appliquer mécaniquement ces mesures dès lors que cette règle est remplie ?

Selon les mesures retenues par l'Arcep, les modalités opérationnelles pourraient être proposées par Orange et validées par l'Arcep, après consultation et prise en compte des autres opérateurs. Néanmoins, s'agissant des évolutions tarifaires de l'offre d'accès au cuivre, Covage considère que les mesures devraient s'appliquer mécaniquement à Orange, dès lors que le statut de zone fibrée est attribué par l'Arcep à un territoire.

Question A.2-12

Quelle serait, selon vous, la maille géographique pertinente pour encadrer un éventuel ajustement de l'obligation d'accès imposée à Orange sur le réseau de boucle locale cuivre et pour quelles raisons ?

Faut-il distinguer des niveaux différents de mailles pour apprécier les critères d'ajustement de l'obligation ? Par exemple :

- une maille sur laquelle sont prises les décisions stratégiques de migration des clients vers l'infrastructure en fibre optique, et sur laquelle par conséquent s'apprécient les critères préalables qui conditionnent le déclenchement du mécanisme d'ajustement (ex : critère du taux de pénétration et/ou de la présence des opérateurs commerciaux à l'échelle de la commune) ;

- une maille sur une échelle plus fine sur laquelle s'évalue la présence effective de l'infrastructure fibre et sur laquelle serait opérée l'ajustement de l'offre d'accès (ex : fermeture à la maille de l'immeuble lorsque celui-ci est équipé en fibre).

Cette maille est-elle différente selon que l'ajustement porte uniquement sur l'obligation d'accès, ou uniquement sur le contrôle tarifaire ?

Dès lors que l'obtention du statut de zone fibrée est la condition retenue pour amorcer les modalités de migration du cuivre vers la fibre, il semble nécessaire d'appliquer la même maille géographique pertinente que celle retenue pour la zone moins dense, à savoir la commune. La modalité de fixation des tarifs semble applicable à l'échelle de la commune de façon aisée. Bien que techniquement les opérateurs commerciaux se positionnent à l'échelle du NRO, dès lors qu'ils sont présents sur un réseau FttH, ils ont pour objectif de couvrir la totalité des NRO du réseau concerné dans un délai raisonnable. La mise en œuvre de l'évolution tarifaire du dégroupage pourrait donc intervenir dans un délai, à définir par l'Arcep, suivant l'obtention du statut de zone fibrée.

Question A.2-13

Que pensez-vous du principe d'évolution dynamique de la zone d'un éventuel ajustement des obligations d'accès au réseau cuivre d'Orange ?

Covage est favorable au principe d'évolution dynamique des obligations d'accès en ce qui concerne l'ajustement tarifaire.

Question A.2-14

Dans le cas d'une évolution dynamique de cette zone, quels seraient les critères sur la base desquels devrait se faire le réexamen de la zone ? Et quelle serait la fréquence de réexamen ?

Est-ce que des zones différentes doivent être distinguées selon la nature de l'obligation faisant l'objet d'un éventuel ajustement (notamment entre obligations tarifaires et non-tarifaires) ?

Covage considère que le critère pertinent pour déclencher la procédure d'ajustement progressif des conditions tarifaires devrait être la date d'obtention du statut de zone fibrée à la maille de la commune.

Question A.2-15

En cas d'ajustement du niveau des obligations d'accès au réseau cuivre d'Orange au cours du prochain cycle d'analyse de marché, quelles seraient, selon vous, les modalités associées au préavis, dont le délai envisagé, avant tout ajustement, en distinguant entre les différentes obligations qui pourraient être concernées (notamment entre obligations tarifaires et non-tarifaires) ?

Covage propose que l'actualisation semestrielle prévue par l'Arcep du site internet répertoriant les territoires et communes ayant obtenu le statut de zone fibrée soit le moyen de rendre plus visible ce statut et d'enclencher, dans un délai à définir, les adaptations tarifaires de l'offre d'accès d'Orange de façon automatique.

Question A.2-16

Quelle est votre appréciation des modalités actuelles, dont le délai de préavis, envisagées pour la fermeture technique de NRA et/ou de SR ?

Une fermeture technique à une maille plus fine vous semble-t-elle avoir du sens ? Le cas échéant, quelles devraient en être les conditions préalables, et à quelle maille devraient-elles être appréciées ?

Covage estime que le délai actuel de prévenance de cinq ans avant la fermeture technique des lignes à la maille d'un NRA ou d'un SR reste pertinent, à la fois en termes de délai ou de maille.

Question A.2-17

Quelle est votre analyse sur le retrait des câbles cuivre à terme et les critères associés préalables à ce retrait le cas échéant ?

Covage apprécie le retrait des câbles cuivre à terme de façon positive car il permettra de désaturer un grand nombre de zones. Néanmoins, cette dépose devrait être encadrée par l'Arcep afin de ne pas engendrer d'impact sur les câbles en fibre optique présents. Covage suggère la mise en place d'une cartographie des zones de travaux prévues par période permettant aux opérateurs de se faire rembourser tout dommage sur leurs réseaux. En outre, l'Arcep devrait inviter Orange à préciser les procédures qui garantiront que ce retrait se fait dans les règles de l'art, en concertation avec les autres opérateurs utilisant le génie civil d'Orange.

Question A.2-18

Quelles modalités envisagez-vous pour la dépose des réseaux de boucle locale de cuivre déployés sur et dans les infrastructures de génie civil existantes (télécommunications et électriques) ?

Covage propose que le retrait des câbles cuivre soit effectué à l'échelle d'un PM voire d'un NRO dans le cadre d'une opération de maintenance préventive du réseau et non au fil de l'eau ou de manière aléatoire. Ces campagnes de dépose du réseau cuivre seront ainsi réalisées en coordination avec les équipes d'exploitation des réseaux FttH afin de prévenir les opérations de maintenance en cas de dommage.

Les collectivités locales devront être consultées afin de définir avec tous les acteurs concernés la meilleure organisation à mettre en œuvre pour l'exploitation future des infrastructures d'accueil.

Question A.2-19

L'éventuelle dépose des câbles et des autres éléments techniques constitutifs de la boucle locale cuivre vous semble-t-elle avoir un impact sur l'organisation de la gestion ultérieure des infrastructures de génie civil ?

Covage considère que l'évolution progressive de l'occupation du génie civil d'Orange avec des câbles en fibre optique appartenant à une multitude d'opérateurs, en parallèle du retrait des câbles en cuivre, questionne sur la gouvernance de cette infrastructure essentielle. Ce point pourrait être éclairé par l'Arcep à l'occasion du prochain cycle de marchés.

Question A.2-20

Le dispositif actuel vous semble-t-il suffisant pour les différents cas d'usage de raccordement de nouveaux locaux à la boucle locale (cuivre ou fibre) ? Dans le cas contraire :

- Pour quelle(s) raison(s) ne serait-il pas suffisant ?

Covage partage l'analyse faite par l'Arcep du processus « maison neuve » actuellement proposé par Orange pour le raccordement des maisons individuelles. N'étant pas encadré, celui-ci ne distingue pas clairement les prestations qui sont fournies, notamment au titre de l'obligation de service universel porté par Orange et il ne présente pas clairement, pour les futurs clients, les possibilités de raccordement aux réseaux cuivre ou fibre, en particulier lorsqu'Orange n'est pas l'opérateur d'infrastructure. Covage encourage l'Arcep à initier des travaux en la matière afin que les opérateurs d'infrastructure disposent des mêmes modalités pour la prise en compte des maisons individuelles et des collectifs, dans la mesure où Orange dispose d'une expérience de longue date à l'échelle nationale, du fait de sa mission d'opérateur du service universel. En outre, Covage invite à anticiper l'évolution du cadre réglementaire relatif au service universel, dans la mesure où la transposition du nouveau code européen sera achevée avant le prochain cycle d'analyse des marchés.

- Est-ce que le processus « maison neuve » proposé par Orange vous semble convenir aux besoins de raccordement des logements nouveaux aux réseaux cuivre et fibre ? Est-ce que ce processus vous semble compatible avec son obligation de fournir la prestation de raccordement au titre du service universel pour lequel Orange est actuellement prestataire ?

Le processus « maison neuve » proposé par Orange prévoit l'engagement du client final auprès d'Orange pour 12 mois (abonnement offre RTC ou open) ; il n'est donc pas adapté au déploiement de la fibre lorsqu'Orange n'est pas opérateur d'infrastructure sur la zone. Une meilleure coordination entre Orange (qui est aujourd'hui contacté par le client final) et l'opérateur d'infrastructure pourrait être imposée par le régulateur pour les raccordements sur le domaine public, ainsi qu'entre les opérateurs d'infrastructure et les bailleurs, promoteurs ou propriétaires, dans la prise en compte du raccordement à la fibre sur le domaine privé qui fait partie de leur responsabilité. Covage souhaite que l'Arcep instruisse le sujet de la prise en compte des nouvelles constructions par les opérateurs d'infrastructure en lien avec l'accès au génie civil d'Orange, ainsi que les modalités techniques et économiques sous-jacentes.

- Est-ce qu'il serait utile de rendre le processus de raccordement de logements nouveaux aux réseaux cuivre et fibre transparent pour le client final (souscription à une offre par le client final auprès d'un opérateur commercial, puis processus de raccordement entre l'opérateur commercial et l'opérateur d'infrastructure) ?

Covage suggère que les deux possibilités soient offertes au client final, propriétaire du logement individuel, soit par le biais d'une demande de raccordement directement auprès de l'opérateur d'infrastructure (si celui-ci est connu), soit dans le cadre de la souscription à une offre de services auprès d'un opérateur commercial, celui-ci pouvant plus facilement faire le lien avec l'opérateur d'infrastructure, afin qu'il organise l'adduction de la maison en prérequis de l'étape de raccordement client final en mode OI ou en mode STOC.

- Quelles prestations de génie civil doivent pouvoir être mobilisées, selon vous, pour assurer la continuité des infrastructures d'accueil avec l'adduction du logement neuf ?

Covage juge nécessaire que les coûts associés à la continuité des infrastructures d'accueil lors de l'adduction du logement neuf soient pris en charge par Orange en tant qu'opérateur du service universel. L'atteinte de la complétude des déploiements FttH met en lumière des problématiques liées à l'état des adductions entre la dernière chambre Orange et le domaine public, avec des soucis de génie civil cassé, saturé ou parfois inexistant. Covage apprécierait que les processus opérationnels entre Orange et les opérateurs d'infrastructure soient clarifiés, en particulier lorsqu'Orange affirme qu'il n'est pas propriétaire de certaines adductions ; la question de la prise en charge des coûts pouvant être un obstacle à la complétude réelle des déploiements sur certains territoires.

Question A.2-21

Est-ce que l'ensemble des usages permis aujourd'hui par les dispositions prévues dans l'analyse de marché au titre de la régulation de l'accès aux réseaux fixes seraient, selon vous, encore possibles, à terme, lorsque ces réseaux reposeront entièrement sur la technologie fibre optique ? Dans le cas contraire, quels seraient ces usages et pour quelles raisons ?

Covage souhaiterait que les conclusions de l'expérimentation faite par Orange de migration complète du cuivre vers la fibre, sur la commune de Palaiseau, soient partagées *a posteriori* avec l'ensemble des opérateurs d'infrastructure et au regard des évolutions des réseaux FttH et des alternatives proposées par les réseaux radio de nouvelle génération. Il est notamment nécessaire de valider la capacité du réseau FttH sur technologie IP à accueillir les applications spécifiques de type télémessure, télérelève, télémaintenance, télésurveillance et monétique (soit plus de 2,2 millions de lignes en 2014), en parallèle des délais liés au renouvellement du parc des terminaux métiers ; en effet, la continuité du service télécom en cas de perte de coupure d'énergie se pose pour les services qui utilisent la fonctionnalité de télé-alimentation du terminal.

Concernant la disponibilité du service pour les sites isolés ou sans adresse, notamment pour les usages industriels ou publics, les travaux en cours dans le cadre du groupe Interop'Fibre visent à identifier des solutions propres aux outils du FttH, notamment pour l'éligibilité et le raccordement de ces sites.

Fiche A.3. Tarifs de l'accès à la boucle locale cuivre

Question A.3-1

Quelle est votre appréciation, dans l'hypothèse de la levée de l'orientation vers les coûts de l'accès à la boucle locale cuivre sur une partie du territoire, de la nécessité de garder un remède tarifaire sur cette zone ?

Dans le cas où vous estimeriez un tel remède nécessaire, pouvez-vous préciser les modalités que vous estimeriez souhaitables et, notamment, proposer des schémas pratiques concernant sa mise en œuvre ? Vous êtes en particulier invités à commenter les pistes de réflexion proposées par l'Autorité.

Covage considère qu'il est nécessaire qu'Orange soit *a minima* soumis à une obligation de non-excessivité et que l'Arcep définisse le niveau tarifaire avec une vision pluriannuelle, en cohérence avec le déclencheur de l'évolution, par exemple l'obtention du statut de zone fibrée.

Enfin, quel est votre avis sur la nécessité d'une obligation de non-discrimination géographique sur la zone où l'orientation vers les coûts serait levée ?

Covage analyse que l'obligation de non-discrimination géographique serait utile sur la zone où l'orientation vers les coûts serait levée, dans la mesure où Orange aurait la possibilité de solliciter le statut de zone fibrée de façon plus aisée que les plus petits opérateurs d'infrastructure, notamment si ces derniers doivent fournir des indicateurs de qualité de service sophistiqués. Par ailleurs, Orange pourrait enclencher les procédures de fermeture de son réseau de cuivre en fonction de sa présence en tant qu'opérateur d'infrastructure. C'est la raison pour laquelle Orange ne doit pas décider seul de son programme de fermeture du réseau cuivre.

Question A.3-2

Quelle est votre appréciation de l'opportunité de reconduire ce type d'encadrement tarifaire pluriannuel au-delà de 2020 ainsi que, dans le cas d'une reconduction, de la durée sur laquelle le plafond devrait être fixé ?

Covage considère qu'il est souhaitable d'adapter cet encadrement tarifaire pluriannuel en fonction de la durée du nouveau cycle de marchés et qu'il soit encadré et modulable par l'Arcep, le cas échéant, avec le terme du cycle en cas de besoin.

Question A.3-4

Convient-il à votre sens que le calcul des tarifs soit désormais uniquement fondé sur une modélisation ascendante de la BLOM, ou continue de procéder d'une méthode mixte, tenant compte à la fois de la comptabilité réglementaire

d'Orange et de cette modélisation ascendante ? Pouvez-vous indiquer les évolutions de la modélisation ascendante de la BLOM qui vous sembleraient souhaitables, d'une part, dans le cas où le calcul du tarif de la boucle locale cuivre serait fondé uniquement sur cette modélisation ascendante et, d'autre part, dans le cas où il continuerait de s'appuyer également sur la comptabilité réglementaire d'Orange ?

Covage estime que le calcul des tarifs de la boucle locale de cuivre uniquement fondé sur une modélisation ascendante de la BLOM semble prématuré dans la mesure où certains éléments ne sont pas entièrement appréhendés :

- Le modèle théorique de BLOM devrait tenir compte du fait que la totalité du territoire ne sera pas forcément couverte en FttH (à l'horizon 2022, 20% du territoire national devrait être éligible via des technologies alternatives à la fibre, par exemple le THD radio, le satellite ou la 4G fixe) ;
- Le modèle théorique de la BLOM devrait tenir compte du service universel, à l'instar de la comptabilité réglementaire d'Orange ;
- Le modèle théorique devrait apprécier l'existence ou pas de subventions sur certains RIP FttH ;
- Les coûts unitaires ont évolué depuis la consultation de 2017, notamment les coûts de main d'œuvre ou de certains matériels, du fait de la tension sur le marché ;
- Le modèle théorique de la BLOM pourrait intégrer les déploiements déjà réalisés (prise en compte des données relatives à la localisation des PBO, etc.) pour mieux appréhender la notion d'opérateur efficace ;
- Le modèle théorique de la BLOM devrait tenir compte des coûts liés au raccordement client final, à l'instar de la comptabilité réglementaire d'Orange ; et notamment du traitement particulier des locaux isolés ou des lignes FttH raccordables à la demande.

Covage souhaite en outre alerter sur la possible utilisation du modèle théorique de la BLOM à l'ensemble des opérateurs d'infrastructure. Au-delà du caractère proportionné et efficace de la régulation, il est souhaitable de rappeler que les territoires sont très hétérogènes en termes de densité, géographie et coûts de déploiements associés, en particulier en dehors des zones très denses ou de la zone AMII. Si le modèle théorique de la BLOM devait être en partie étendu à d'autres acteurs qu'Orange, dès lors que les évolutions évoquées ci-dessus venaient à être intégrées, il serait souhaitable que le modèle de coût puisse être adapté en fonction du territoire, par exemple à la maille départementale, afin de tenir compte de la réalité des coûts propres à chaque territoire.

B. Fiches FIBRE GÉNÉRALISTE

Fiche B.1. Renforcement des garanties de non-discrimination opérationnelle et technique dans les processus FttH

Question B.1-1

Quelle appréciation faites-vous de la mise en œuvre des actions annoncées par Orange lors de l'analyse des marchés
N'étant par opérateur commercial, Covage n'est pas en mesure de juger de la mise en œuvre des engagements d'Orange prévus par la décision d'analyse des marchés.

Question B.1-2

Vous apparaît-il nécessaire que des garanties de non-discrimination opérationnelle similaires soient mises en place plus largement, par les opérateurs d'infrastructure ? Si oui, pour quelles raisons et selon quelles modalités ?

Covage considère que la problématique de non-discrimination concerne les opérateurs qui sont présents à la fois sur le marché de gros et le marché de détail. Pour un opérateur neutre d'infrastructure comme Covage, uniquement positionné sur le marché de gros, et sans activité aucune sur un marché de détail des services de communications électroniques, de façon directe ou indirecte, il ne semble pas opportun d'appliquer une approche similaire, pour des raisons de coûts importants et de proportionnalité de la régulation, dans la mesure où la problématique ne se pose pas. Covage invite l'Arcep à apprécier le rôle particulier des opérateurs purement opérateurs de gros, avec une approche de la régulation proportionnée et allégée, comme le prévoit le nouveau code européen des télécoms dont l'entrée en vigueur en France est envisagée avant l'adoption des prochaines décisions d'analyse de marché de l'Arcep.

Question B.1-3

La circulation de l'information chez les opérateurs d'infrastructure verticalement intégrés est-elle, pour vous, un sujet de préoccupation ? Si oui, quels sont les types d'information sur lesquels portent vos préoccupations et pourquoi ? Identifiez-vous des méthodologies ou des outils pertinents afin d'améliorer les garanties offertes de ce point de vue ?

Covage partage le souci de vigilance de l'Arcep sur cette problématique de circulation de l'information chez les opérateurs d'infrastructure pouvant avoir une activité sur un marché de détail des services, de façon directe ou indirecte. Le positionnement particulier de Covage, en tant qu'opérateur neutre uniquement de gros, est l'assurance d'une neutralité vis-à-vis de l'ensemble des opérateurs commerciaux.

Fiche B.2. Renforcement des garanties de non-discrimination dans la livraison des composantes de l'accès et des ressources associées

Question B.2

- a. **Quelle appréciation avez-vous de la mise en œuvre des mécanismes de synchronisation (ou de report) par Orange décrits ci-avant ?**

Covage constate que la mise en place par Orange de ces mécanismes de synchronisation ou de report a nécessité 18 mois environ et n'est pleinement effective qu'en zone AMII alors que la plupart des déploiements sont déjà bien avancés ; ce qui montre leur grande complexité de mise en œuvre.

- b. **Quelle appréciation avez-vous des processus adoptés par les autres opérateurs d'infrastructure pour assurer la livraison des liens NRO-PM et des ressources associées dans des délais compatibles avec l'ouverture à la commercialisation des lignes ?**

De nombreux opérateurs commerciaux ont sollicité Orange pour que ces modalités s'appliquent également sur ses RIP, la problématique de non-discrimination étant cruciale chez les opérateurs verticalement intégrés. La mise en place de ces mécanismes chez tous les opérateurs d'infrastructure est complexe, notamment sur les RIP construits en

affermage ou en affermo-concessif avec des constructions et exploitations qui sont pilotées par des acteurs différents. Dans ces cas-là, l'exploitant du réseau ne dispose pas toujours des informations nécessaires suffisamment en amont pour informer les opérateurs commerciaux de l'arrivée des liens NRO-PM de façon concomitante avec les éléments du réseau de distribution. Ce travail nécessite une compréhension et une prise en compte des problématiques par le Délégrant et ses différents prestataires ; leur évolution fait progressivement son chemin afin d'anticiper la mise en service commerciale et la venue de l'ensemble des opérateurs commerciaux, qu'ils optent pour des offres activées ou des offres passives, disponibles au PM ou au NRO.

Alors que le principe de report de la date de mise à disposition du PM (date de MAD PM), qui déclenche la période de gel de trois mois avant l'ouverture commerciale, semble être une solution utile lorsqu'il y a un risque de discrimination au bénéfice de la branche de détail de l'opérateur d'infrastructure intégré, le mécanisme de décalage de la date de mise en service commerciale (date de MESC PM) qui conduirait à une prolongation de la période de gel au-delà de trois mois dès lors que les éléments de synchronisation ne sont pas assurés à l'issue de la période de gel initiale, ne semble pas adapté. En effet, la plupart des opérateurs commerciaux, notamment les FAI alternatifs, ne sont pas en mesure de prendre en compte les informations Interop'Fibre en temps réel, alors que les opérations d'ouverture commerciale sur le terrain nécessitent une anticipation sur plusieurs semaines, pour des raisons opérationnelles.

c. Pensez-vous qu'il faille étendre les mécanismes mis en œuvre par Orange aux autres opérateurs d'infrastructure ?

Covage juge qu'il n'est pas nécessaire d'étendre les mécanismes mis en œuvre par Orange aux opérateurs d'infrastructure uniquement de gros, dans la mesure où le risque de discrimination entre les opérateurs commerciaux usagers de ces réseaux n'existe pas. L'objectif de synchronisation se développe progressivement au travers d'une information accrue des partenaires internes et externes à l'opérateur sur les calendriers de déploiement, une meilleure coordination des plannings d'hébergement au NRO, de construction du transport et de la zone arrière de PM, permettant qu'à l'issue du gel réglementaire de trois mois, tous les opérateurs ayant manifesté leur intérêt dans un délai raisonnable puissent être présents dès l'ouverture commerciale. Covage souhaite néanmoins rappeler que les délais de plusieurs mois nécessaires aux OCEN pour leur venue sur nos réseaux sont souvent liés à des problématiques d'installation ou d'organisation interne à l'opérateur commercial ou simplement de prise de décision tardive de venue généralisée sur les RIP.

Covage, en tant qu'opérateur neutre d'infrastructure uniquement de gros, met tout en œuvre pour accélérer la venue des OCEN dans les meilleurs délais, en adaptant ses infrastructures à leurs besoins spécifiques, tout en minimisant les perturbations pour les opérateurs commerciaux déjà présents de longue date, tels que les FAI alternatifs.

d. Pensez-vous qu'il soit souhaitable d'étendre les mécanismes de synchronisation à d'autres types de prestations, notamment s'agissant des demandes d'hébergement au NRO et à d'autres opérations comme celles de vie du réseau ?

Covage est convaincu qu'il n'est pas nécessaire d'étendre les mécanismes de synchronisation aux demandes d'hébergement, au risque que des règles trop strictes soient contre-productives pour le respect des délais de déploiement. Covage rappelle que l'arrivée tardive des opérateurs nationaux sur certains réseaux en service a conduit à une modification des modalités d'accueil, lesquelles n'avaient pas toujours été anticipées car non formulées en amont par les OCEN, en l'absence de réaction aux intentions de déploiement ou consultations de lot publiées par les opérateurs d'infrastructure. En pratique, Covage a mis en place une équipe dédiée commerciale et technique, permettant la gestion centralisée et « en masse » des besoins d'hébergement et de liens NRO-PM sur l'ensemble de ses réseaux FttH pour une mise en œuvre dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, Covage souligne la nécessité que les opérations de vie de réseau ne pénalisent pas un opérateur commercial déjà présent par rapport à un autre. Ainsi, selon le type d'opération de vie du réseau, les délais de gel commercial doivent être adaptés afin de tenir compte de la nature de l'opération, de la présence ou non des opérateurs et du souci de minimiser les impacts pour les clients finaux. En outre, alors qu'il est indispensable de garantir que l'ensemble des opérateurs présents sont traités de manière identique, les opérateurs déjà présents sur

le réseau ne doivent pas être pénalisés, lors d'une opération de vie de réseau, par un nouvel entrant sur le réseau.

Fiche B.3. Qualité de service et résilience des réseaux FttH en exploitation

Question B.3-1

a. Quelles difficultés d'exploitation observez-vous ou rencontrez-vous sur les réseaux FttH pour lesquels vous êtes opérateur commercial ?

Covage n'est pas concerné en tant qu'opérateur d'infrastructure uniquement de gros.

b. Quelle est votre évaluation du niveau de criticité de ces difficultés sur les réseaux FttH, et le cas échéant, êtes-vous en mesure de fournir les indicateurs correspondants ?

La venue des opérateurs nationaux sur les réseaux de Covage a conduit à l'augmentation notable des raccordements et des interventions sur ses éléments de réseaux, avec une chaîne de sous-traitance se traduisant par des intervenants très variés sur le terrain. Les problématiques de formation des sous-traitants et de connaissance des spécificités de certains réseaux (spécifications techniques, exigence de volumes de raccordement ne tenant pas compte de la forte proportion de raccordements en façade ou en aérien en zone RIP, etc.) conduisent à une hausse des problématiques d'exploitation, pouvant causer des interruptions de service des clients finaux et des surcoûts pour la remise en conformité des réseaux.

C'est la raison pour laquelle l'ensemble des opérateurs d'infrastructure et commerciaux ont démarré des travaux, sous l'égide du groupe Interop'Fibre et de l'Arcep afin de définir des modalités pour accompagner l'industrialisation de la commercialisation tout en préservant la qualité et la pérennité des réseaux. Ainsi, dans le cadre des travaux multilatéraux menés sous l'égide de l'Arcep, Covage a établi la classification ci-dessous :

		Item	Occurrence	Gravité	Criticité	Commentaires
Dégradation de l'infrastructure / Vandalisme	Point de mutualisation	Armoire HS	moyenne	élevée	élevée	Dégradation de l'armoire impliquant une coupure des lignes (par exemple vandalisme)
		Serrures, portes fracturées	moyenne	élevée	élevée	Forçage de la serrure ou de la porte par un technicien qui ne possède pas les clés ou un tiers. N'implique pas nécessairement une coupure des lignes.
	PBO	PBO détériorés, ouverts, arrachés	faible	élevée	élevée	Dégradation du point de branchement par un technicien ou un tiers
Difficultés liées au déploiement	Point de mutualisation	Emplacement de l'armoire à risques (bordure de route, cause d'accident)	faible	élevée	moyenne	L'installation du PM en bordure de route augmente le risque de dégradation de l'armoire (collision notamment)
	PBO	Positionnement du PBO (par exemple : trop bas, mauvais côté de la rue)	faible	faible	faible	L'installation du PBO à proximité du sol augmente le risque de vandalisme
		Modules de fibres (love de fibres insuffisant, rangement dans les cassettes)	faible	moyenne	moyenne	Le non-respect des règles d'ingénierie implique l'augmentation du risque de dégradation et de coupure
Difficultés liées au non-respect des STAS par les intervenants	Point de mutualisation	Non-respect des abaques de câblage (« spaghetti »)	élevée	moyenne	élevée	Le non-respect des STAS implique l'augmentation des difficultés au raccordement et le risque de coupure
		Cordons laissés inutilisés par les opérateurs au PM	élevée	moyenne	élevée	Implique un encombrement qui complique le raccordement ou qui implique des coupures de service (cordon arraché)
		Bouchons ôtés	élevée	faible	faible	Fréquent sur d'anciens modèles d'armoires (bouchons opaques), implique des dégradations des connecteurs
	PBO	Coupure de fibres	faible	élevée	moyenne	Coupure de fibres en service ou non : peut impliquer une saturation physique des PBO
Difficultés liées aux "Incohérences" terrain/SI	PBO	Route optique terrain & SI différentes (même PBO)	élevée	faible	moyenne	Risque de coupure du service
		Route optique terrain & SI différentes (PBOs différents)	faible	élevée	moyenne	Augmentation du risque de saturation physique au niveau du PBO et donc de coupure du service

c. Que pensez-vous des solutions qui sont aujourd'hui mises en œuvre pour assurer la qualité de service en exploitation ?

Covage, en tant que membre actif du groupe Interop'Fibre, est favorable à l'évolution des protocoles qui vise à une meilleure traçabilité des interventions des opérateurs et de leurs sous-traitants, notamment dans le cadre de la sous-traitance du raccordement par l'opérateur commercial (mode STOC). Ces évolutions sont de deux natures :

- D'une part, dans le cadre des travaux sur le service après-vente des réseaux FttH (GT SAV), il est envisagé la mise en place d'un mécanisme de remontée systématique des malfaçons et des dégradations rencontrées sur le terrain par tous les intervenants (Covage, les opérateurs clients, les sous-traitants), afin d'industrialiser

les processus actuels semi manuels peu efficaces. L'existence de ce suivi pourra déclencher de façon plus industrielle les demandes de remise en conformité et leur suivi, en toute transparence ;

- D'autre part, dans le cadre des travaux sur le traitement des commandes d'accès sur les réseaux FttH (GT Accès), il est envisagé la communication systématique de photographies (dans le CR STOC) permettant de visualiser l'état avant et après l'intervention des techniciens sur site. Cet outil complémentaire permettra aux opérateurs de partager les informations *a posteriori*, et en cas de malfaçon, d'identifier le responsable.

Covage analyse que ces outils permettront de superviser de façon industrielle les interventions sur les réseaux par l'ensemble des acteurs concernés (indicateurs de suivi et de qualité de service partagés entre l'opérateur d'infrastructure, ses sous-traitants directs et opérateurs commerciaux, ainsi que les Délégués dans le cas des RIP), et ainsi améliorer la qualité globale du réseau et sa pérennité, et permettre à chacun des intervenants sur les réseaux de travailler dans les règles de l'art.

Covage invite l'Arcep à accompagner les opérateurs afin de mettre en œuvre ces évolutions dans les meilleurs délais et de préciser les délais raisonnables de remise en conformité et les pénalités associées qu'il serait utile d'intégrer dans les contrats de sous-traitance du raccordement, en mode OI et en mode STOC.

d. Quelles solutions complémentaires pourraient ou devraient être mises en œuvre par les opérateurs (d'infrastructure ou commerciaux) pour remédier à ces difficultés ?

Covage rejoint l'ensemble des opérateurs sur la nécessité de partager les bonnes pratiques pour standardiser les modalités d'intervention sur le terrain (spécifications techniques d'accès aux services, modalités d'accès aux armoires de rue, modalités de jarretiérage, etc.) et les évolutions des matériels (retour d'expérience des opérateurs nationaux et des opérateurs de RIP, évolution des préconisations du comité experts fibre).

Question B.3-2

a. Quel niveau de qualité de service vous semble-t-il pertinent d'assurer sur les réseaux FttH ? Ce niveau vous semble-t-il devoir être atteint à court terme ou selon un calendrier progressif ?

Covage propose que l'Arcep lance des travaux relatifs aux indicateurs de qualité de service qui pourraient être partagés par l'ensemble des acteurs. Les réseaux FttH ayant vocation à devenir l'infrastructure de référence pour les particuliers et les entreprises, il est nécessaire d'engager des travaux multilatéraux pour définir les indicateurs à suivre et inviter les opérateurs à communiquer à l'Arcep les niveaux de qualité de service rencontrés.

Covage souligne néanmoins la nécessité que les niveaux des principaux indicateurs de suivi (délai de livraison ou de rétablissement par exemple) qui pourraient être fixés soient cohérents avec les niveaux de qualité de service des offres sur lesquelles peuvent s'appuyer les réseaux en fibre optique, en particulier l'offre d'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange. C'est pourquoi Covage propose que lors du prochain cycle de marchés, les opérateurs et l'Arcep définissent un calendrier progressif de mise en œuvre pour une entrée en vigueur à l'issue du prochain cycle de marchés.

b. Quels vous semblent être les indicateurs pertinents à suivre pour l'opérateur d'infrastructure FttH ?

Les principaux indicateurs d'exploitation supervisés sur les réseaux de Covage sont à date :

- La garantie de temps de rétablissement (GTR) constatée en mensuel, semestriel et annuel ; pour rappel les niveaux garantis sur nos contrats opérateurs sont :
 - o Sur les réseaux FttO avec des offres activées associées à une GTR 4 heures ouvrées (offres BPE) et de collecte et liaison backbone avec une GTR 24/7/365, l'engagement est de [...] % ;
 - o Sur les réseaux FttH avec offres activées associées à une GTR 10 jours ouvrés (y compris le samedi), l'engagement est de [...] %.
- Le taux de disponibilité du réseau est calculé de la façon suivante : $(X - Y) / X$, exprimée en % où X = nombre de services commercialisés par Réseau x (nombre de jours de la période observée) x 24 heures et Y = le temps de coupure cumulé sur le Réseau sur la période observée ;
 - o A date, les objectifs visés par Covage sont respectivement de [...] % concernant les offres activées FttO (offres BPE) ;

- Et de [...] % concernant les offres activées FttH.

Par ailleurs, Covage supervise des indicateurs relatifs aux délais de livraison des offres de services sur ses réseaux FttO et FttH. Concernant les indicateurs identifiés par l'Arcep dans sa décision réglementaire de 2015, les indicateurs ci-dessous relatifs aux lignes raccordables FttH font l'objet d'un suivi par réseau :

- Le délai entre la prise de commande et l'envoi du compte-rendu (CR) de commande ;
- Le délai entre l'envoi du CR de commande et l'envoi du compte-rendu de mise à disposition (CRMAD) de la ligne ;
- En distinguant pour ces indicateurs, les commandes sur lignes existantes ou sur des lignes à construire, les commandes opérées par l'opérateur d'immeuble (mode OI) ou par l'opérateur commercial (mode STOC), et pour lesquels elle a défini des objectifs à atteindre.

Covage précise que ces indicateurs font à la fois l'objet d'un suivi, dans le cadre des contrats de délégation de service public concernant les RIP, et dans les contrats avec les opérateurs usagers de ses réseaux.

c. Vous semble-t-il souhaitable d'imposer aux opérateurs d'infrastructure FttH le respect de certains seuils minimaux, à l'image de ceux applicables à l'opérateur fournissant le service universel téléphonique ?

Covage souligne la complexité de l'appréciation des niveaux de qualité de service entre réseaux fibre optique dédiés ou mutualisés. Par ailleurs, les niveaux de qualité de service attendus sur le réseau de cuivre d'Orange ne sont pas directement transposables à la fibre. A court terme, la grande majorité des réseaux FttH sont en phase de construction, ce qui peut perturber l'exploitation des réseaux, contrairement au réseau historique en cuivre. Par ailleurs, les problématiques d'exploitation des réseaux FttH, liées à la montée brutale du volume des raccordements dans les zones moins denses doivent être prises en compte au cours des prochaines années, avant de publier et comparer des indicateurs de qualité de service entre opérateurs d'infrastructure.

Covage propose qu'à court terme, les opérateurs communiquent le suivi de leurs indicateurs à l'Arcep, en parallèle du lancement de travaux multilatéraux en la matière au cours du prochain cycle d'analyse des marchés.

Question B.3-3 : Comment assurer, selon vous, un haut niveau de résilience sur les réseaux FttH ? Les acteurs sont invités à indiquer les mesures qui leur semblent pertinentes afin d'assurer une résilience suffisante de l'infrastructure.

Covage tient pour nécessaire d'améliorer la coactivité des acteurs sur les réseaux FttH afin qu'elle ne soit pas un obstacle à la résilience du réseau, primordiale pour garantir la souveraineté de notre économie et services publics. Alors que sur le réseau cuivre, un seul acteur Orange intervient en cas de forte perturbation du réseau, il est primordial d'accélérer la bascule conjointe vers des processus inter-opérateurs homogènes, d'uniformiser les méthodes et la qualification des intervenants pour la mise en service et la maintenance des lignes FttH, et ainsi éviter une dégradation anticipée des réseaux.

Fiche B.4. Accueil sur les réseaux FttH d'une gamme large d'usages

Question B.4

a. Les réponses que vous avez apportées à la consultation publique sur le projet de recommandation de 2016 vous semblent-elles toujours pertinentes ?

Covage observe qu'un certain nombre de problématiques évoqués lors de la consultation de 2016 reste posé.

b. Vous semble-t-il pertinent d'imposer aux opérateurs d'infrastructure une obligation de fournir des offres de gros (le cas échéant en complétant le cadre législatif et réglementaire de régulation de la fibre) :

- (i) destinées aux stations de transmission de base (BTS) ?
- (ii) destinées aux besoins en multiaccès au niveau d'un « local » en domaine privé ?
- (iii) destinées aux usages nécessitant l'accès en extrémité située en domaine privé mais en dehors d'un logement ou local à usage professionnel ?

(iv) destinées aux usages nécessitant l'accès en extrémité située sur domaine public ?

Covage affirme qu'il n'est pas utile de faire évoluer le cadre réglementaire dans la mesure où les opérateurs d'infrastructure sont amenés à répondre spontanément aux besoins de leurs clients opérateurs, notamment via le raccordement des stations de base, des clients finaux entreprise avec plusieurs PTO ou bandeaux optiques à l'adresse ou des sites techniques. Par ailleurs l'arrivée de la 5G est d'ores et déjà anticipée par Covage afin de répondre aux besoins de raccordement en fibre optique des antennes sur le domaine public ou privé, comme le mobilier urbain ou en environnement industriel.

c. Si oui, sous quelles modalités d'accès ces offres doivent-elles, selon vous, être proposées ? Quelles sont les caractéristiques techniques attendues ? Doivent-elles, selon vous, faire l'objet d'offres de cofinancement, d'offres de location ?

Covage considère que les opérateurs d'infrastructure doivent rester libres de préciser les modalités techniques et économiques raisonnables d'accès à leurs réseaux pour ces usages, qu'il s'agisse d'offres locatives ou de cofinancement.

d. La mise en œuvre de telles offres de gros est-elle susceptible de soulever des points d'attention particuliers ? si oui lesquels et pour quelles raisons ?

Covage souhaite rappeler que certaines de ces offres sont susceptibles d'avoir des conséquences en termes de dimensionnement de la collecte ou du transport des réseaux FttH ; d'où la nécessité pour les opérateurs d'infrastructure d'être en mesure d'y répondre après réalisation d'une étude préalable, afin de tenir compte des contraintes raisonnables des réseaux exploités. En outre, les besoins des opérateurs usagers des réseaux FttH sont susceptibles d'évoluer au cours du prochain cycle de marchés avec l'émergence des usages liés aux objets connectés et aux besoins des industriels ; il est souhaitable que l'Arcep accompagne ce mouvement, sans en figer trop rapidement les modalités techniques et tarifaires.

e. Faut-il envisager d'autres types d'usage que ceux mentionnés par l'Autorité dans la présente fiche et dont les réseaux FttH pourraient être le support ?

Covage n'identifie pas à ce stade d'autres types d'usage que ceux évoqués par l'Arcep.

Fiche B.5. Complétude des déploiements en zones très denses et problématiques spécifiques de mutualisation

Question B.5-1

a. Comment voyez-vous les perspectives de déploiement dans les poches de haute et de basse densité des zones très denses ? Vous-même, quels sont vos plans de déploiement dans ces deux types de zone ?

Covage prend une part active dans la réalisation du plan France Très Haut Débit en investissant sur fonds propres pour déployer la fibre optique à l'horizon 2020 en zone AMII sur la métropole de Lille avec [...] lignes FttH et en zones très denses, dans les Hauts-de-Seine et prochainement sur d'autres territoires.

Covage s'appuie sur l'expérience qu'elle a acquise à la suite du rachat du réseau des Hauts-de-Seine où environ [...] lignes FttH sont en cours de déploiement et s'ajoutent aux 268 000 lignes FttH raccordables, dont plus de [...] prises sont déjà commercialisées auprès des quatre OCEN. Sur ce territoire, Covage met actuellement en place un plan d'action pour adresser les locaux restant en carence. Néanmoins, dans la mesure où la complétude est complexe et chronophage, il serait judicieux d'établir une priorisation des demandes urgentes concernant les collectifs, avec le traitement des conventionnements, en coordination avec les pouvoirs publics. En effet, Covage constate la difficulté pour identifier et couvrir des logements dans des poches déjà déployées, notamment lorsqu'il s'agit de prises très diffuses.

b. Quelle est votre appréciation sur l'atteinte d'une couverture d'ensemble des déploiements en zones très denses, notamment au regard de la trajectoire actuelle, ainsi que sur les conditions de déploiement ?

Grâce à l'appui de ses actionnaires, Covage est en mesure d'accélérer les déploiements sur les zones très denses où d'autres acteurs ont parfois pris du retard. Pour rappel, à date, Covage a déjà rendu [...] lignes FttH raccordables en zone d'initiative publique dont 71 000 lignes FttH lors du deuxième trimestre 2019 ; le parc restant à déployer par Covage en zones RIP concessives étant de [...] lignes. Ainsi l'outil de production de Covage peut être orienté rapidement vers le déploiement en zone très dense, notamment dans les territoires où Covage est déjà présent.

Fort de cette expérience, Covage a fait le choix de mettre en place une offre nationale lui permettant de déployer et de commercialiser des réseaux FttH en zones très denses, en cohérence avec les déploiements des opérateurs nationaux. En pratique, Covage prévoit de déployer ses réseaux dans la métropole de Lille et en Ile-de-France, sur les communes de [...], notamment par le biais de points de mutualisation extérieurs PM 100 et PM 300, respectivement en poches de haute et de basse densité. Aussi, Covage invite l'Arcep et les pouvoirs publics à faciliter le partage de diagnostic sur les prévisions de déploiements à venir, afin de réagir dans les meilleurs délais, en cohérence avec les opérateurs déjà présents.

c. Vous semble-t-il nécessaire d'envisager des actions complémentaires pour assurer l'atteinte de la complétude dans les deux types de poche des zones très denses ? Le cas échéant, pouvez-vous les détailler ?

Covage est convaincue que sa position particulière d'opérateur neutre uniquement de gros, peut favoriser la mutualisation sur les PM extérieurs en poches de haute et basse densité, au regard de l'absence de discrimination entre les opérateurs commerciaux, et ainsi accroître plus rapidement l'offre concurrentielle proposée aux clients finals.

Covage juge qu'il serait utile d'étudier un mode de déploiement efficace pour identifier et déployer les prises restantes, afin d'éviter de devoir déployer une nouvelle armoire de rue pour quelques logements éparses de moins de 12 appartements ou pavillons ; il pourrait par exemple être intéressant d'envisager de « dériver » 1 PMI proche d'un petit logement afin d'éviter le déploiement d'une armoire qui serait coûteuse, avec des problématiques d'autorisation ou le tirage d'un câble de grande longueur. En outre, Covage, du fait de sa position particulière d'opérateur d'infrastructure sur la zone très dense, constate les remontées terrain de nombreux syndicats d'immeubles qui sont toujours dans l'attente de l'arrivée d'au moins un opérateur sur leur PMI.

d. Le statut de « zone fibrée » vient constater la couverture complète d'une commune, et comporte un engagement à la maintenir. Quelle est votre appréciation de la perspective qu'un ou plusieurs opérateurs demandent l'attribution du statut « zone fibrée » dans les communes de zones très denses ? Prévoyez-vous vous-même d'en effectuer la demande ?

Covage envisage d'instruire la question du statut de zone fibrée sur l'ensemble des territoires où elle opère un réseau FttH. Dans le cas de la zone très dense, l'appréciation de la complétude, partagée par plusieurs opérateurs d'infrastructure sur un même territoire, nécessite le support de l'Arcep, dans la mesure où il est parfois complexe d'évaluer l'état des déploiements.

e. Vous semble-t-il nécessaire d'envisager une obligation supplémentaire permettant de terminer la couverture de ces zones ? Le cas échéant, quels seraient les opérateurs concernés et quelles modalités pourraient être envisagées ?

Covage suggère que l'Arcep accompagne les opérateurs pour identifier les zones géographiques en carence en renforçant la transparence et la cohérence des déploiements ; il serait utile que l'Arcep ajoute à son observatoire cartographique et en *open data* les données prévisionnelles de déploiement en zone très dense, à la maille de l'IRIS, permettant de réaliser un inventaire précis des déploiements en cours.

Question B.5-2

a. Quelle appréciation faites-vous des mesures mises en place par Orange pour permettre le raccordement de ses points de mutualisation intérieurs ?

Cette question s'adresse aux opérateurs commerciaux.

b. Quelles difficultés rencontrez-vous dans le raccordement des points de mutualisation intérieurs, notamment ceux des opérateurs tiers à Orange ? Les moyens mis en œuvre par ces derniers pour garantir l'accès aux points de mutualisation sont-ils suffisants ?

Cette question s'adresse aux opérateurs commerciaux.

Question B.5-3

a. Quelles sont vos perspectives de raccordement des PM100 et des PM300 en zones très denses ? Selon les communes, dans quels calendriers s'inscrivent-elles ?

Cette question s'adresse aux opérateurs commerciaux.

b. Quelles sont les éventuelles difficultés que vous rencontrez dans le raccordement des PM100 et des PM300 ?

Cette question s'adresse aux opérateurs commerciaux.

c. Vous semble-t-il nécessaire et pertinent de faire évoluer les règles relatives à la mutualisation en zones très denses ? Le cas échéant, quelles mesures vous sembleraient nécessaires pour améliorer le taux de mutualisation des PM100 et des PM300 ?

Covage observe que la mutualisation sur les PM extérieurs (PHD et PBD) s'améliore avec l'arrivée progressive de tous les opérateurs nationaux dans les Hauts-de-Seine ; elle analyse que la mutualisation tardive s'explique par des choix de priorisation de la zone AMII par les opérateurs commerciaux.

Covage conclut que le mécanisme propre à la zone très dense d'un partage des coûts réels de déploiement entre les opérateurs co-investisseurs qui commercialisent ces réseaux sur le marché de détail demeure valide.

Fiche B.6. Disponibilité de la fibre dans les zones moins denses

Question B.6-1

a. Quelle est votre appréciation du niveau de qualité et d'exhaustivité des données IPE mises à disposition par les opérateurs d'infrastructure aux opérateurs commerciaux à la maille de l'immeuble ?

Covage partage la préoccupation de l'Arcep sur la nécessaire qualité des livrables utilisés pour la mutualisation et la commercialisation des réseaux FttH ; en particulier le fichier IPE (informations préalables enrichies) est le référentiel essentiel pour l'éligibilité des lignes FttH raccordables déployées par les opérateurs d'infrastructure.

Parmi les problématiques identifiées, Covage confirme la question de la qualité des adresses et de la complétude des immeubles d'entreprises ou des nouvelles constructions. Covage participe aux travaux menés par le groupe Interop'Fibre (GT adresse) et ceux que l'Arcep a récemment initié. Il s'agit d'une part, de valider entre opérateurs les bonnes pratiques pour le traitement des cas complexes ou lorsque les adresses ne sont pas numérotées, d'intégrer les processus d'identification des nouvelles constructions le plus tôt possible dans les programmes de déploiement, et d'autre part, en interne à Covage, à industrialiser la vérification des adresses et la qualité globale des livrables FttH de bout en bout de la chaîne de production, des études jusqu'à la validation des déploiements et l'intégration dans les systèmes d'information.

Covage rappelle néanmoins la responsabilité des collectivités dans le nécessaire nommage des adresses, notamment auprès du Service National des Adresses ou de la Base d'Adresse Nationale. Elle invite l'Arcep à renforcer son rôle pour accompagner les opérateurs dans leurs démarches auprès des pouvoirs publics concernés.

b. Quelle serait l'utilité d'un processus de traitement plus industriel par les opérateurs d'infrastructure des données erronées, incohérentes ou manquantes signalées par les opérateurs commerciaux, et le cas échéant la forme que pourrait prendre un tel processus et votre appréciation de sa faisabilité ?

Covage est favorable à la mise en place d'un processus commun d'identification par les opérateurs d'infrastructure des données erronées, incohérentes ou manquantes signalées par les opérateurs commerciaux. Le groupe Interop'Fibre pourrait intégrer cette problématique aux protocoles d'échanges entre opérateurs en cours d'évolution.

Question B.6-2

a. En tant qu'opérateur d'infrastructure, comptez-vous proposer des locaux « raccordables sur demande » et l'offre de gros correspondante ? À quelle échéance ? Sur le fondement du flux Interop'Fibre ?

Pour ses déploiements à venir, Covage envisage la possibilité de proposer des locaux « raccordable à la demande » dans les zones pour lesquelles l'appétence ne serait pas immédiate ou lorsque des problématiques techniques seraient identifiées. C'est la raison pour laquelle, Covage compte s'appuyer sur les processus définis par le groupe Interop'Fibre dans le cadre des protocoles d'échanges inter-opérateurs (PM 3.0/3.1, Accès 1.4), lesquels permettront l'identification des locaux concernés et la prise de commande par les opérateurs commerciaux. La mise en œuvre de ces versions protocolaires par Covage est annoncée pour l'année prochaine, en parallèle de la mise en place des processus internes de déploiement, permettant la pose différée d'un PBO dans un délai maximum de six mois suivant la commande effective par un opérateur commercial. En pratique les premières commandes de ce type sur les réseaux de Covage devraient intervenir au cours du prochain cycle de marchés.

c. Dans l'hypothèse où perdurerait l'absence d'offre de détail disponible sur les locaux raccordable sur demande, d'autres solutions devraient-elles être explorées pour assurer une éligibilité effective des locaux « raccordables sur demande », c'est-à-dire permettre à leurs occupants de souscrire à une offre de détail s'ils le souhaitent, ce qui suppose que, sur demande, leur local puisse être rendu raccordable pour pouvoir être ensuite raccordé ?

A l'instar des locaux isolés, la question du financement des locaux raccordables sur demande est sous-jacente à la réussite de ce dispositif permis par la recommandation de l'Arcep de 2005 sur la complétude des déploiements.

Elle mérite qu'une réflexion soit menée et partagée entre les opérateurs d'infrastructure et commerciaux, les collectivités, la mission France Très Haut Débit et l'Arcep. En effet, l'objectif du Gouvernement concernant la « *Gigabit Society* » pour 2025 n'est pas clair à date et la pertinence d'une couverture à 100% en FttH du territoire ou du maintien de solutions alternatives radio ou satellite sur une partie de celui-ci (entre 2 et 10%) devront être clarifiés. Dans l'intervalle, Covage rappelle que les coûts d'une couverture à 100% du territoire ne pourront pas être supportés uniquement par les opérateurs d'infrastructure.

Fiche B.7. Comptabilité des coûts des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné

Question B.7-1

A votre avis, certains opérateurs devraient-ils être soumis à des obligations de transmission périodique allégées ? Si oui, quel(s) critère(s) vous semblerai(en)t être le(s) plus pertinent(s) pour définir ces opérateurs ? Que pensez-vous des deux pistes d'allègement évoquées par l'Autorité ?

Le cadre réglementaire prévoit la nécessaire pertinence et efficacité des tarifs de gros des offres d'accès aux réseaux FttH au regard des coûts ; à ce titre, Covage veille au suivi des éléments comptables permettant de tracer les coûts de construction et d'exploitation de ses réseaux.

Covage est favorable à la transmission des éléments de coûts permettant de vérifier la pertinence de la construction des tarifs de ses offres, de façon objective et pertinente. Néanmoins pour des raisons de proportionnalité et de délais raisonnables de mise en place, elle souhaite que les obligations de transmission soient allégées afin de ne pas occasionner de développements spécifiques. Covage propose de limiter la transmission d'informations aux réseaux FttH de taille significative, par exemple à échelle départementale ou selon le nombre de lignes FttH programmées.

Question B.7-2

Avez-vous des commentaires sur cette approche ? Quels points d'attention identifiez-vous sur sa mise en œuvre ?

Covage étant un opérateur d'infrastructure uniquement de gros n'est pas concerné par l'approche envisagée par l'Arcep, qui s'adresse aux opérateurs intégrés.

Question B.7-3

Quels points d'attention particuliers identifiez-vous dans les restitutions comptables à venir ? Quelles mesures l'Arcep devrait-elle prendre en la matière ?

Covage insiste sur la nécessaire proportionnalité des demandes de restitutions comptables afin de ne pas engendrer de perturbation dans les modalités de comptabilité des opérateurs uniquement de gros, au risque d'engendrer des surcoûts non efficaces.

Question B.7-4

Pensez-vous utile que l'Arcep essaie de rapprocher autant que possible les restitutions demandées dans ces deux cadres ? Identifiez-vous d'ores et déjà des points d'attention particuliers ?

Covage juge que la complexité des montages juridiques des réseaux d'initiative publique (concessif, affermage, mixte des deux, autres) rend difficile la mise en place de modalités de restitution des coûts homogènes à tous les réseaux ; une autre complexité relevant des flux liés aux subventions. Par ailleurs, Covage souligne la difficulté à tracer les coûts de construction dans le cas de rachat de réseaux en zone privée ou publique ; dans ces cas de figure, l'Arcep doit s'adresser aux propriétaires antérieurs de ces réseaux.

Question B.7-5

Avez-vous d'autres commentaires sur l'obligation de comptabilisation des coûts de la BLOM et le projet de l'Autorité de mettre en place un cadre de restitution unifié ?

Covage souhaite rappeler que les obligations de comptabilisation des coûts imposées à Orange dans le cadre des décisions d'analyses des marchés ne sont pas applicables aux opérateurs dans le cadre symétrique, notamment pour des raisons de proportionnalité et d'efficacité de la réglementation.

Covage participera aux travaux que l'Arcep prévoit de mener d'ici la fin du présent cycle de marchés mais insiste sur la nécessité d'adapter le niveau de restitution demandé aux opérateurs d'infrastructure selon la taille des réseaux concernés (nombre de lignes adressables à terme), l'échelle départementale étant privilégiée.

Fiche B.8. Situation générale de la fibre

Question B.8-1

Quelle est votre appréciation des conditions tarifaires d'accès de gros aux réseaux FttH ?

Covage considère que les conditions tarifaires de référence du marché de gros, qui ont été appréciées respectivement en 2010 pour la zone moins dense privée et en 2015 pour la zone moins dense publique, ont largement évolué à deux titres : d'une part, les conditions de mise en œuvre du déploiement des prises FttH en zone moins dense par les opérateurs d'infrastructure sont devenues plus complexes et d'autre part, les conditions de venue des opérateurs commerciaux se sont considérablement simplifiées.

En effet, Covage souligne la difficulté accrue de mise en œuvre des réseaux FTTH en zones moins denses, du fait de :

- La disparition progressive des subventions, jusqu'au retrait financier complet des pouvoirs publics, lequel devrait se poursuivre à moyen terme malgré l'identification de larges zones du territoire en carence FttH ;
- Le renchérissement du prix des matières premières (notamment les câbles en fibre optique), auquel s'ajoute une pénurie de main d'œuvre qualifiée entraînant des surcoûts notables à moyenne échéance ;
- Une exploitation des réseaux FttH (segment NRO-PBO et du raccordement client final) avec des coûts plus élevés liés aux difficultés géographiques (dans les territoires à la topographie plus complexe ou la densité de population plus faible), et des surcoûts liés à la remise en état du réseau dans la phase d'apprentissage des raccordements massifs et de changement d'opérateurs commerciaux ;
- Le durcissement des pénalités dans le cadre des engagements de déploiement validés dans les contrats avec les collectivités et ceux soumis à la validation de l'Etat.

Ainsi, Covage observe que le coût moyen de déploiement varie considérablement entre [...] € par ligne FttH en zone AMII (Métropole de Lille), à [...] € par ligne FttH, soit [...] €, subvention déduite en zone RIP (département de l'Hérault), et s'élève aux environs de [...] € dans les zones AMEL (Savoie et Saône-et-Loire).

Or Covage rappelle que dans l'intervalle, le risque des opérateurs commerciaux a été largement réduit, voire est devenu quasiment inexistant du fait :

- De l'appétence des clients finaux aujourd'hui avérée pour la fibre ;
- Que les opérateurs commerciaux ne décaissent la totalité du cofinancement qu'une fois 80% des zones arrière construites ;
- Qu'ils ne souscrivent que par tranche de 5% et à hauteur de leur part de marché, et disposent d'un mécanisme de location à la ligne qui permet une rebascule en cofinancement pour optimiser le dépassement de tranche sans risque et sans perturbation de la commercialisation.

Dans ce contexte, Covage analyse clairement que le tarif du cofinancement est devenu inadapté, car :

- Il n'est plus le reflet des coûts de construction et d'exploitation des réseaux FttH ;
- Il invite l'émergence de nouveaux acteurs du marché financier à cofinancer des IRU à la place des opérateurs nationaux, à la hauteur de la part de marché de leurs clients et par tranches de 5% d'une zone de cofinancement, dans un contexte de coût de l'argent très favorable ;
- Alors que l'opérateur d'infrastructure investit sur 100% du territoire et supporte à la fois la plus grande partie du risque et un prix qui ne couvre plus ses coûts de production et d'exploitation.

Ainsi les opérateurs nationaux peuvent profiter d'un prix du cofinancement sous-évalué en zone moins dense (hors zone AMII) avec des risques très faibles, à l'inverse de l'opérateur d'infrastructure, pouvant conduire à un déséquilibre des modèles économiques établis.

En conclusion, Covage juge qu'il faut recalibrer le tarif de l'IRU, ainsi que ses coûts associés d'exploitation et de maintenance, afin de tenir compte des nouvelles réalités du marché.

Question B.8-2

Partagez-vous l'objectif d'une relative homogénéité nationale des conditions d'accès de gros aux réseaux FttH ? Quels sont, selon vous, les moyens les plus pertinents pour favoriser son maintien ?

Covage note qu'il n'existe pas d'homogénéité des coûts entre la zone très dense, la zone AMII et le reste de la zone moins dense, au sein de laquelle on observe des réalités bien distinctes d'un territoire à l'autre. Si le modèle économique de la BLOM et de ses tarifs s'est basé en priorité sur ceux de la zone AMII avec un tarif du cofinancement de 513€ par ligne FttH, celui-ci n'est pas adapté à la zone moins dense (hors zone AMII) et la convergence des deux zones vers ce tarif ne peut plus être l'objectif aujourd'hui. En effet, la réalité des coûts de la zone moins dense (hors zone AMII) doit conduire à imaginer un tarif du cofinancement plus élevé.

Ainsi, à l'instar du modèle cuivre national avec ses différentes zones (dégrouper ou non dégroupée), on constate trois zones tarifaires de gros distinctes : ZTD, AMII, reste de la ZMD. Au sein de la zone moins dense (hors zone AMII), il apparaît néanmoins pertinent de maintenir une homogénéité tarifaire ; les disparités régionales pourraient en effet conduire à un tarif par RIP qui pénaliserait la concurrence sur certains réseaux et l'aménagement du territoire. Dans ce contexte Covage recommande l'évolution du tarif homogène de la zone moins dense (hors zone AMII), plus élevé.

Question B.8-3

Quelle est votre appréciation et quelles perspectives identifiez-vous concernant le recours aux offres de gros d'accès aux réseaux FttH sous forme de cofinancement ?

Covage rappelle que les offres de gros d'accès aux réseaux FttH ont évolué ces dernières années pour intégrer les demandes des OCEN d'une plus grande flexibilité de l'accès aux offres passives. Ainsi les opérateurs d'infrastructure neutres, positionnés uniquement sur le marché de gros, ont ajouté à leur catalogue de services des offres passives locatives intégrant les segments de collecte (NRO-PBO) et de raccordement client final (PBO-PTO) à l'offre locative

« historique » du segment PM-PBO. Cette évolution montre d'une part, la moindre appétence que prévu des opérateurs commerciaux pour l'offre de cofinancement, qui requiert la mobilisation à court terme de capitaux, malgré le mécanisme d'engagement plus progressif propre à la zone moins dense (par tranches de 5% d'une zone de cofinancement) et d'autre part, le besoin de sécurité des opérateurs commerciaux concernant les coûts de raccordement dans les territoires peu denses.

Covage souligne que ces offres de services sont uniquement disponibles sur les réseaux des opérateurs d'infrastructures non intégrés, montrant ainsi leur capacité d'adaptation aux besoins du marché et aussi, leur moindre capacité de négociation face aux OCEN.

Question B.8-4

D'autres réorganisations, du même type ou de nature différente, sont-elles, selon vous, à prévoir dans l'organisation des relations entre opérateurs d'infrastructure et opérateurs commerciaux ? Avez-vous vous-même prévu de faire évoluer votre organisation concernant la fourniture ou l'achat d'accès de gros aux réseaux FttH ? Y a-t-il selon vous des conséquences particulières auxquelles il conviendrait d'être attentif ou qu'il conviendrait d'anticiper ?

Les OCEN sont confrontés à des investissements colossaux, qu'il s'agisse de déployer les réseaux FttH pour certains, migrer leurs abonnés du cuivre vers la fibre, remplir leurs engagements dans le cadre du New Deal mobile et préparer la venue de la 5G. Dans ce contexte, ils mettent en place des modalités de financement qui leur permettent de relever ces différents défis. De leur côté, les opérateurs d'infrastructure FttH ont pris des engagements majeurs vis-à-vis de leurs partenaires collectivités dans le cadre des RIP et auprès du Gouvernement en ce qui concerne la zone AMII ou la zone AMEL, dans le cadre du Plan France Très Haut Débit.

Dans un tel contexte, Covage souligne l'importance que les modalités de venue validées avec les opérateurs commerciaux sur les réseaux FttH disposent d'une stabilité et d'une visibilité au cours des prochaines années, notamment pendant la phase cruciale de déploiement. Covage encourage l'Arcep et les pouvoirs publics à veiller à ce que les réseaux d'initiative publique et les opérateurs d'infrastructure uniquement de gros ne soient pas pénalisés par les projets des opérateurs nationaux en la matière. Il convient par ailleurs de s'assurer que le tarif de l'IRU et de sa maintenance sont adaptés à la réalité des coûts.

Fiche B.9. Les infrastructures d'accueil pour le déploiement de la fibre

Question B.9-1

Avez-vous des observations à formuler quant au fonctionnement de l'offre d'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange ?

Dans le cadre du déploiement de ses réseaux en fibre optique dédiée (BLOD) ou mutualisée (BLOM), Covage a totalisé [...] commandes « non mutualisées » dans le génie civil d'Orange (offre GC BLO) en 2018 et plus de [...] commandes au premier semestre 2019. Sur le segment « mutualisé », Covage a rendu [...] lignes FttH raccordables en 2018 et prévoit d'ajouter [...] lignes FttH raccordables cette année.

Covage fait tout d'abord le constat d'une hausse globale du nombre de coupures sur les infrastructures de génie civil d'Orange qui perturbe la qualité de service proposée aux usagers de ses réseaux BLOD et BLOM. Cette recrudescence n'est pas de bon augure au regard de la hausse significative des déploiements à venir et montre la complexité des processus opérationnels actuels pour d'une part, convenablement anticiper les interventions sur ce génie civil par de multiples acteurs (cas des dévoiements) et d'autre part, réparer ce génie civil dans des délais compatibles avec les calendriers de déploiement ambitieux du Plan France THD et les engagements de qualité de service sur les réseaux en fibre optique pris auprès des Délégants et des opérateurs commerciaux.

C'est pourquoi Covage souhaite que deux améliorations principales soient apportées à l'offre GC BLO v5 d'Orange :

- La mise en place d'une géolocalisation des zones de travaux accompagnée d'une visibilité sur les câbles des opérateurs tiers, d'une date prévisionnelle et d'un contact fiable ; le mécanisme d'information actuel étant

basé sur des fichiers Excel incomplets et non exploitables vu l'ampleur des interventions. En cas de coupure, Orange devrait transmettre les réponses aux DICT permettant d'identifier le responsable de l'intervention.

- La prise en charge de l'ensemble des coûts de réparation du génie civil (renforcement et changement de poteau, désaturation des infrastructures, etc.) réalisée par les opérateurs tiers, dans la mesure où Orange n'est pas en mesure de le réparer dans des délais compatibles avec les besoins des acteurs du marché et que l'ensemble des coûts de ce génie civil sont répercutés par ailleurs aux opérateurs usagers dans le cas des déploiements de masse ainsi que pour les raccordements finaux.

La mise en place de l'offre GC BLO V5 a mobilisé les acteurs du marché pendant de nombreux mois pour une mise en œuvre en décembre 2018, en retard par rapport aux objectifs de la décision d'analyse de marché. Elle a révélé un problème de méthode dans la manière d'envisager et de mettre en œuvre les évolutions de l'accès à ces infrastructures essentielles. Covage suggère que les améliorations à venir soient coconstruites entre Orange, les opérateurs tiers usagers et l'Arcep. En effet, certaines fonctionnalités mises en place sont décevantes par rapport à la description initiale, du fait que les modalités pratiques détaillées sont généralement transmises de façon tardive, une fois que les développements côté Orange sont en cours de réalisation. A titre d'exemple, alors que les opérateurs ont longuement débattu sur l'outil cartographique dont ils avaient besoin, celui-ci s'est finalement limité à un envoi plus rapide des informations préalables (notamment plans itinéraires ou PIT), sans amélioration de leur qualité (changement de format, pas de recalage, pas d'information sur les interventions, erreurs sur le propriétaire des infrastructures, etc.). Enfin, l'accompagnement des évolutions par Orange doit être mis en place plus rapidement afin d'informer des évolutions opérationnelles dans des délais compatibles avec leur mise en œuvre. Des changements opérationnels trop nombreux sont difficiles à appréhender par les intervenants sur le terrain (exemple de la mise à jour de l'offre en juillet dernier concernant la couleur des gaines et des étiquettes, finalement remise en cause).

Question B.9-2

Quels sont vos retours d'expérience sur le processus d'intervention en autonomie introduit par l'offre V5 pour la rénovation, en phase de déploiement, des infrastructures de génie civil pour lesquelles Orange est propriétaire ou gestionnaire et sur l'indemnisation de ces interventions sur le périmètre correspondant aux déploiements massifs ?

Covage fait le constat que le processus d'intervention en autonomie pour la rénovation, en phase de déploiement, à la place d'Orange est complexe à mettre en œuvre par les opérateurs tiers et leurs sous-traitants. Or Orange n'est pas en mesure de répondre seul aux demandes de réparation formulées par Covage, les délais de réponse par Orange n'étant pas compatibles avec les besoins de déploiement, notamment pour le raccordement des clients finaux (engagements en [...] semaines) : les délais de réponse d'Orange sont longs, sans pénalité adaptée et la réponse souvent négative. Dans un tel contexte, il est souhaitable que l'ensemble des réparations et des désaturations soient indemnisées pour s'assurer que les interventions sont réalisées selon des processus standardisés et allégés, garantissant la bonne utilisation de ce génie civil et des infrastructures aériennes.

Question B.9-3

a. Quel est votre point de vue sur la limitation du périmètre concerné par l'indemnisation des interventions en autonomie aux seuls déploiements massifs, car susceptibles de bénéficier à l'ensemble des opérateurs associés au déploiement d'une boucle locale optique mutualisée ?

Covage est favorable à l'extension de la prise en charge des réparations par l'opérateur tiers dans le cadre des déploiements ponctuels, de type FttO, dont les règles de déploiement (1+1) favorisent aussi les déploiements FttH à venir. Alors que les coûts encourus par Orange sont pris en compte dans leur intégralité pour la fixation des tarifs du génie civil aux opérateurs, il semble contradictoire que les interventions des opérateurs tiers pour la remise en bon fonctionnement du réseau appartenant à Orange ne soient pas prises en charge, dans tous les cas de figure et au bon niveau de remboursement, c'est-à-dire selon le coût moyen constaté, notamment sur la base des bordereaux de prix des principaux acteurs du marché et des coûts de pilotage par l'opérateur d'infrastructure.

Par ailleurs, Covage rappelle que le mécanisme de pénalités est profondément déséquilibré, en faveur d'Orange, qui décide seul de leurs évolutions (en créant de nouvelles pénalités applicables aux opérateurs tiers mais absentes

lorsqu'Orange est responsable) et applicables de manière disproportionnées : automatisées lorsqu'il s'agit des opérateurs tiers et à la demande de l'opérateur tiers dans le cas contraire, notamment en cas de contestation des pénalités automatiques liées à des informations préalables erronées de la part d'Orange. Covage invite l'Arcep à ce que les pénalités applicables à Orange et prévues dans son contrat soient automatisées dans le système de facturation d'Orange, afin d'être directement déduites des factures applicables aux opérateurs tiers.

b. Est-ce qu'il serait opportun d'élargir le périmètre d'indemnisation des interventions en autonomie, sur le génie civil d'Orange ou géré par Orange, à d'autres types de déploiements et pour quelles raisons ? Quels seraient les déploiements concernés ?

Covage est favorable à l'extension du mécanisme d'indemnisation des interventions en autonomie à l'ensemble des déploiements massifs et ponctuels ainsi que pour les raccordements, à des niveaux de remboursement compatibles avec la réalité des coûts. Cette généralisation sera bénéfique dans la mesure où elle conduira à une harmonisation des pratiques d'intervention de la part des sous-traitants et permettra la fin de la dégradation de la qualité du génie civil.

Covage souhaite aussi qu'Orange prenne en charge les opérations d'élagage qui sont de sa responsabilité lorsqu'il s'agit d'un RIP, comme l'a récemment renforcé la loi Elan, en soulignant la nécessité d'anticiper les réseaux FttH à la fois existants et projetés ou en construction. L'objectif est de faciliter la mutualisation des infrastructures existantes et anticiper les interventions sur les infrastructures aériennes ; actuellement, ces opérations sont souvent laissées à l'opérateur tiers et conduisent à la fois à retarder les déploiements et à renchérir leur coût, dans la mesure où leur remboursement par Orange est complexe à date et inefficace sur le long terme.

Question B.9-4

Avez-vous rencontré des difficultés d'accès, et lesquelles, à des infrastructures de génie civil d'un acteur prédominant au sein d'une zone géographique limitée ? Le cas échéant, quelles actions seraient susceptibles d'y remédier ?

Covage saisit l'opportunité de cette consultation pour souligner que les processus d'utilisation des poteaux Enedis pour le déploiement des câbles en fibre optique sont toujours problématiques, avec des enjeux de coordination des travaux entre les différents opérateurs sur ces poteaux, conduisant à des perturbations récurrentes sur les câbles en fibre optique installés, et ce malgré l'allègement de certaines contraintes techniques validé récemment par le Gouvernement. Les travaux doivent se poursuivre afin d'harmoniser les processus à l'échelle nationale (notamment les processus d'étude préalable) et la question des coûts associés est clairement posée.

Covage invite l'Arcep et la Mission Très Haut Débit à poursuivre les travaux engagés auprès d'Enedis, en collaboration avec les opérateurs d'infrastructure.

C. Fiches PROFESSIONNELS & ENTREPRISES

Fiche C1. Poursuivre le développement d'un marché de gros activé sur le FttH pour les professionnels et les entreprises

Question C.1

- a. **Quelle est votre appréciation de l'évolution du marché de gros activé à l'horizon du prochain cycle d'analyses des marchés ?**

Covage souhaite rappeler le rôle majeur qu'elle a joué pour développer la concurrence sur le marché entreprise, au travers des réseaux d'initiative publique opérés en partenariat avec les collectivités, en termes de variétés des acteurs et de concurrence des offres de services disponibles. Le positionnement de Covage en tant qu'opérateur d'infrastructure uniquement de gros, neutre et indépendant, s'interdisant de vendre sur le marché de détail, de façon directe ou indirecte, offre une véritable neutralité vis-à-vis de ses clients directs, opérateurs de services ou agrégateurs. Ainsi les offres neutres, ouvertes et activées proposées par Covage sur ses réseaux à destination des entreprises correspondent aux besoins du marché.

Le bilan mené par l'Arcep montre ainsi que les RIP représentent 50% des liens en fibre optique vendus sur le marché de gros pour les entreprises, alors qu'ils ne sont pourtant disponibles que pour une minorité d'entreprises. Ces résultats rappellent que le modèle des RIP entreprises a montré sa capacité à accélérer la transition numérique des entreprises, dans un contexte où celles-ci n'achètent plus seulement de la connectivité brute, mais une série de services externalisés à différents fournisseurs (agrégateurs, opérateurs de services, éditeurs, etc.). La Commission européenne a à son tour mis en lumière le modèle « *wholesale only* » dans le code européen des communications électroniques, dont la transposition en droit français sera achevée avant le prochain cycle de marchés.

- b. **Quelle est votre position concernant l'adéquation des offres de gros activées existantes avec les besoins des clients de détail et, le cas échéant, quels sont les besoins d'évolution des obligations existantes ?**

Covage n'identifie pas à ce stade de besoins non satisfaits sur ses réseaux à destination de ses clients opérateurs commerciaux adressant le marché des entreprises et des administrations.

- c. **Comment analysez-vous les difficultés éventuelles rencontrées dans la mise en œuvre de l'obligation imposée à Orange de faire droit aux demandes raisonnables d'accès passif adapté d'opérateur entreprise ? Quelles évolutions jugeriez-vous nécessaire d'apporter à cette offre le cas échéant ?**

N'étant par opérateur commercial, Covage n'est pas en mesure de juger les modalités de mise en œuvre de l'obligation imposée à Orange.

- d. **Comment analysez-vous les difficultés éventuelles rencontrées dans la mise en œuvre de l'obligation imposée à Orange de commercialiser des offres de gros de revente de ses offres de détail FttH à destination des professionnels et des entreprises ? Quelles évolutions jugeriez-vous nécessaire d'apporter à cette offre le cas échéant ?**

N'étant par opérateur commercial, Covage n'est pas en mesure de juger les modalités de mise en œuvre de l'obligation imposée à Orange.

- e. **Au vu du développement des offres activées, quelle est votre appréciation quant au besoin d'offres de gros de revente des offres de détail à l'horizon du prochain cycle d'analyses des marchés ?**

N'étant par opérateur commercial, Covage n'est pas en mesure de juger les modalités de mise en œuvre de l'obligation imposée à Orange.

- f. **Identifiez-vous d'éventuels besoins non satisfaits en termes d'offres d'accès aux infrastructures des opérateurs d'infrastructure FttH (y compris autres qu'Orange) ?**

Covage n'identifie pas d'autre besoin non satisfait en termes d'offres d'accès sur ses réseaux FttH.

Fiche C3. Généraliser les offres de gros passives avec qualité de service renforcée sur tous les réseaux FttH

Question C.3-1

a. Quelles sont les caractéristiques attendues, par vous, de la ou des offre(s) de gros passive(s) avec qualité de service renforcée sur les réseaux FttH (avec ou sans adaptation) qui permettrai(en)t de répondre aux différents besoins des entreprises ?

Covage anticipe que les offres passives des réseaux FttH avec une GTR de 2 jours ouvrés ou de 10 heures ouvrées répondent aux besoins des petites entreprises et professionnels qui utilisent des offres aujourd'hui de type ADSL.

S'agissant des entreprises utilisant des offres SDSL, l'émergence des offres passives de type FttE sur les réseaux BLOM, associées à une GTR 4 heures ouvrées sont susceptibles de répondre à leurs besoins. Covage insiste néanmoins sur la nécessaire coexistence entre les réseaux BLOM et BLOD, dans la mesure où les besoins de sécurisation renforcée de certaines entreprises ne pourront pas se baser exclusivement sur des réseaux BLOM. Les réseaux de boucle locale dédiée sont seuls à pouvoir garantir une haute qualité de service, avec une sécurisation des parcours de fibre optique.

b. En particulier, que pensez-vous de la possibilité et de la pertinence d'une offre de GTR 4HO et 4HNO sur un réseau FttH sans adaptation ?

Covage analyse que les entreprises nécessitant une haute qualité de service de type 4 heures non ouvrées ont vocation à être desservies par des réseaux de boucle locale dédiée, pour lesquels l'architecture dédiée de bout en bout est le gage d'un service construit sur mesure pour l'entreprise. Par ailleurs, le développement des offres FttE sur la BLOM va nécessiter l'adaptation des flux inter-opérateurs et le dimensionnement des équipes de supervision et d'intervention après-vente des opérateurs d'infrastructure, afin d'apporter une qualité de service renforcée bien supérieure aux engagements de délai de rétablissement proposés sur les offres passives grand public.

c. Pensez-vous nécessaire d'imposer à l'ensemble des OI de fournir des offres à qualité de service renforcée sur leurs réseaux FttH ?

Covage juge qu'il n'est pas nécessaire d'imposer à l'ensemble des opérateurs d'infrastructure de fournir des offres à qualité de service renforcée sur la BLOM, dans la mesure où sur certains territoires, l'opérateur d'infrastructure s'appuie sur ses réseaux BLOM et BLOD afin de répondre à l'ensemble des besoins du marché et doit pouvoir créer les synergies qu'il juge nécessaires, afin de dimensionner ses équipes en fonction de la bascule progressive des entreprises sur la fibre mutualisée.

d. Quel délai vous semble nécessaire de laisser aux OI, le cas échéant avant d'exiger la disponibilité de ces offres ?

Covage note que ces nouvelles offres sont actuellement en phase de démarrage avec des pilotes en cours sur plusieurs territoires. Leur généralisation sur l'ensemble des réseaux d'opérateurs va être progressive au cours des deux prochaines années, en fonction des choix techniques d'architecture (adaptée ou non), des modalités d'éligibilité et de commande (via des processus communs au grand public ou dédiés à l'entreprise), etc.

Il semble donc prématuré que l'Arcep impose de telles obligations avant la fin du prochain cycle de marchés. Les travaux multilatéraux visant à l'évolution des processus inter-opérateurs permettant d'intégrer les besoins entreprises sur les réseaux FttH sont en cours d'élaboration ; les spécifications doivent être validées par le groupe Interop'Fibre courant de l'année 2020 pour une mise en œuvre par les opérateurs sous 12 mois minimum.

e. Quels sont, selon vous, les interfaces et processus opérationnels et informatiques pertinents pour la mise en œuvre de ces offres ?

Covage soutient que les interfaces et processus opérationnels doivent être adaptés aux opérateurs qui vont proposer ces offres à leurs clients finaux entreprises et professionnels. En pratique, alors que les offres de type FttH Pro avec GTR 2 jours ouvrés ou 10 heures ouvrées sont destinées à compléter la gamme des opérateurs adressant le marché grand public qui utilisent les processus d'éligibilité et de commande du FttH, les offres de type FttE s'adressent essentiellement aux opérateurs présents historiquement sur les réseaux dédiés de première génération, lesquels utilisent des processus dédiés FttO et ne connaissent pas les protocoles FttH définis par le groupe Interop'Fibre. Les

interfaces et processus opérationnels proposés par Covage sur ses réseaux BLOD et BLOM n'étant pas les mêmes, il est important que les opérateurs clients qui adressent le marché entreprise ne soient pas perturbés par des processus inter-opérateurs qui seraient adaptés uniquement aux OCEN présents à la fois sur le marché grand public et entreprise.

C'est la raison pour laquelle il semble prématuré d'imposer aux opérateurs des processus d'éligibilité et de commande communs à toutes les offres entreprises proposées sur la BLOM, au risque de nuire à la diversité des opérateurs qui animent aujourd'hui le marché entreprise, en particulier sur les réseaux d'initiative publique neutres et ouverts.

f. Quelles seraient, selon vous, les dispositions permettant de garantir la transparence suffisante sur le niveau effectif de qualité de service fourni par les opérateurs d'infrastructure ?

Les RIP de première génération proposent des offres de services passives et actives à destination des entreprises et des sites publics associées à des engagements élevés de qualité de service qui sont uniformes à l'échelle nationale (disponibilité, délai de raccordement, délai d'intervention en SAV, etc.). Ces indicateurs sont prévus dans les contrats de délégation de service public et le contrôle de leur niveau d'engagement est assuré dans le cadre du suivi de l'exploitation par nos Délégants. Il pourrait être envisagé que les opérateurs d'infrastructure valident dans un cadre multilatéral avec l'Arcep, les indicateurs qu'il serait pertinent de suivre à l'échelle nationale pour tenir compte de l'émergence des nouvelles offres de type FttE sur les réseaux BLOM.

g. Quel est, selon vous, le bon niveau de tarification pour les offres passives à qualité de service renforcée sur les réseaux FttH afin de permettre la migration de l'ensemble des clients actuellement sur les offres SDSL ?

La tarification des offres passives à qualité de service renforcée doit être en adéquation avec la qualité de service proposée et les mécanismes de pénalités associés en cas de non-respect.

h. Quelles pratiques opérationnelles permettraient, selon vous, de mieux répondre au besoin de prévisibilité en matière d'éligibilité des lignes FttH à ces offres et d'évolution de cette éligibilité ?

Covage soutient que les opérateurs d'infrastructure doivent pouvoir proposer leurs offres entreprises à la fois sur des modalités propres d'éligibilité et de commande et sur des outils propres à la BLOM. La convergence à terme sur des outils communs inter-opérateurs est probable, lorsque les travaux du groupe Interop'Fibre auront intégré l'ensemble des acteurs du marché entreprises ou que des modalités communes auront été inventées pour répondre aux demandes ponctuelles de ces derniers. Par exemple, le projet actuellement à l'étude par le groupe Interop'Fibre, en partenariat avec l'APNF, d'une plateforme de production des flux inter-opérateurs sur la BLOM prévoit un mécanisme d'intermédiation technique (OPTA), à l'instar de ce qui existe en portabilité des numéros fixes, permettant l'accès à la myriade de petits opérateurs spécialisés sur le marché entreprise, qui ne peuvent pas tous faire le choix de longs développements Interop'Fibre en direct.

Covage invite l'Arcep à se positionner clairement en faveur d'une telle solution.

i. Y a-t-il d'autres éléments qu'il vous semble utile d'évoquer s'agissant des offres avec qualité de service renforcée sur les réseaux FttH avec ou sans adaptation ?

Covage ne voit pas d'autre élément à date qui n'aurait pas déjà été identifié par l'Arcep.

Question C.3-2

Quelle est votre position concernant la cohérence des niveaux de GTR entre les différentes offres ?

Covage note que les travaux Interop'Fibre sur les niveaux de GTR ont montré qu'il existe un socle commun de GTR ; en pratique les besoins du marché semblent plutôt homogènes. Il est néanmoins important de laisser de la flexibilité aux opérateurs dans le montage technique et tarifaire de leurs offres de gros, dès lors qu'elles sont cohérentes entre elles.

Fiche C6. Évolution de la régulation des offres de haute qualité sur support fibre

Question C.6-1

Existe-t-il selon vous des cas d'usages éventuels pour lesquels les offres activées à qualité de service renforcée sur FttH ne seraient pas substituables aux offres activées sur BLOD ?

Covage souhaite rappeler que les réseaux BLOD n'ont pas vocation à disparaître avec la généralisation des offres de type FttE sur les réseaux BLOM, dans la mesure où la conception des réseaux mutualisés ne permet pas de garantir la possibilité de rétablir le service strictement dans les mêmes conditions que les réseaux dédiés, pour lesquels la fibre de l'entreprise a été construite spécifiquement de bout en bout.

En effet, bien que les réseaux FttE prévoient de dédier une fibre du NRO au PM, dans le cas où un câble de transport serait endommagé, les délais d'intervention et de réparation ne permettent pas aujourd'hui de garantir les mêmes qualités de service et pénalités en cas de non-respect que les réseaux dédiés, pour lesquels la conception du réseau prévoit la possibilité de sécurisation via différentes boucles du réseau et/ou chemins d'adduction de l'entreprise. L'évolution en cours des réseaux FttH pour accueillir les offres entreprise à qualité de service renforcée va également nécessiter le dimensionnement des réseaux de collecte et équipements actifs dans les NRO, ainsi que la montée en charge des équipes en charge de la supervision et du service après-vente.

Covage rappelle également que le principal bénéfice attendu par les entreprises et justifiant l'écart de prix entre les offres mutualisées de type FttH Grand Public ou FttH Pro et les offres point-à-point dédiée entreprise est précisément la qualité des liens, leur sécurisation et la capacité à intervenir dans des délais très courts et maîtrisés pour les fournisseurs de services. Dans ce contexte, les offres activées à qualité de service renforcée sur BLOM ne semblent pas substituables aux offres activées sur BLOD à l'horizon du prochain cycle de marchés.

Question C.6-2

Quelle est votre appréciation de l'influence de la disponibilité des nouvelles offres activées à qualité de service renforcée sur les réseaux FttH sur l'évolution des parts de marché des opérateurs de gros sur le marché des accès de haute qualité ?

Plutôt que la substituabilité des offres entreprises à qualité de service renforcée entre BLOD et BLOM, Covage analyse que la capillarité des réseaux BLOM va permettre de réduire les frais d'accès au réseau qui pouvaient parfois être un frein sur les réseaux BLOD.

Par ailleurs, il est important pour un opérateur comme Covage, partenaire des collectivités, d'accompagner leur souci de cohérence des déploiements entre les réseaux de première et deuxième génération, au bénéfice de la couverture complète du territoire et au regard des participations publiques investies dans ces réseaux. Covage anticipe que cette démocratisation de la fibre va bénéficier à l'ensemble des réseaux, avec une hausse de la pénétration attendue sur les réseaux dédiés et mutualisés au cours des prochaines années.

Question C.6-3

a. Quelle est votre appréciation des possibles évolutions exposées concernant le critère de densité utilisé dans la définition de la ZF1 ? b. Avez-vous des commentaires sur les critères utilisés pour définir la ZF1 ?

Covage observe que les critères en place ont déjà permis une accélération très rapide de la libération des contraintes tarifaires d'Orange sur une grande partie des villes les plus concernées par les besoins en FttO des entreprises.

Covage ne souhaite pas de modification des seuils de densité, mais comprend que des modalités de calculs puissent être mises en œuvre pour traiter les cas spécifiques identifiés par l'Arcep et pour lesquels la concurrence est établie (cas de Marseille).

Question C.6-4

Quelle est votre appréciation sur le principe et les modalités (maille d'analyse, critères utilisés) de l'éventuelle évolution exposée ci-avant concernant la définition de la zone sans obligation tarifaire pour la BLOD ?

Covage prend garde au fait que les offres de services à qualité renforcée proposées sur les réseaux BLOM sont émergentes et ne sont pas encore commercialisées et expérimentées par les opérateurs commerciaux ; par ailleurs celles-ci sont loin d'être substituables aux offres entreprises disponibles sur la BLOD.

Il est donc souhaitable que la prise en compte des offres FttE dans la définition des critères de la ZF1 n'intervienne qu'une fois la disponibilité effective des offres passives et actives par les opérateurs d'infrastructure avérée et la répliquabilité des offres de détail d'Orange par les autres opérateurs commerciaux assurée. La notion de répliquabilité des offres de détail d'Orange à partir de ses offres de gros devrait être précisée dans la prochaine décision d'analyse de marchés, afin que les obligations s'appliquant à Orange ne soient pas relâchées tant que les offres de gros (y compris FttE) ne sont pas disponibles et complètes, l'appréciation de leur caractère effectif ne pouvant pas être actée unilatéralement par Orange mais doit tenir compte des opérateurs commerciaux concernés et de l'Arcep.

Il pourrait être envisagé un délai minimal de deux ans suivant la première commercialisation des offres FttE, avant d'envisager l'intégration de ce type d'offres dans les critères d'extension des zones fibre optique dédiée d'Orange.

Question C.6-5

Quelle est votre appréciation sur le principe et les modalités de l'éventuelle évolution exposée ci-avant concernant les offres passives pertinentes à utiliser pour apprécier l'obligation de non-éviction imposée en ZF2 ?

Covage insiste sur la nécessité d'intégrer dans l'analyse proposée par l'Arcep, la notion de répliquabilité des offres de détail d'Orange à partir de ses offres de gros, en appréciant les conditions opérationnelles et tarifaires des offres proposés au regard des besoins du marché, l'appréciation de leur disponibilité effective ne pouvant pas être actée unilatéralement par Orange mais par les opérateurs commerciaux concernés et l'Arcep.

Question C.6-6

Quelle est votre appréciation sur le principe et les modalités (maille d'analyse, critères utilisés) de la possible création d'une zone ZF3 d'orientation des tarifs vers les coûts pour la BLOD, comme exposé ci-avant ?

Covage invite l'Arcep à la plus grande prudence avant d'intégrer les offres FttE dans son analyse de l'évolution de la zone fibre optique dédiée Orange avec des obligations tarifaires adaptées.